

ÉCO121 (#122)

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

DOSSIER SPÉCIAL

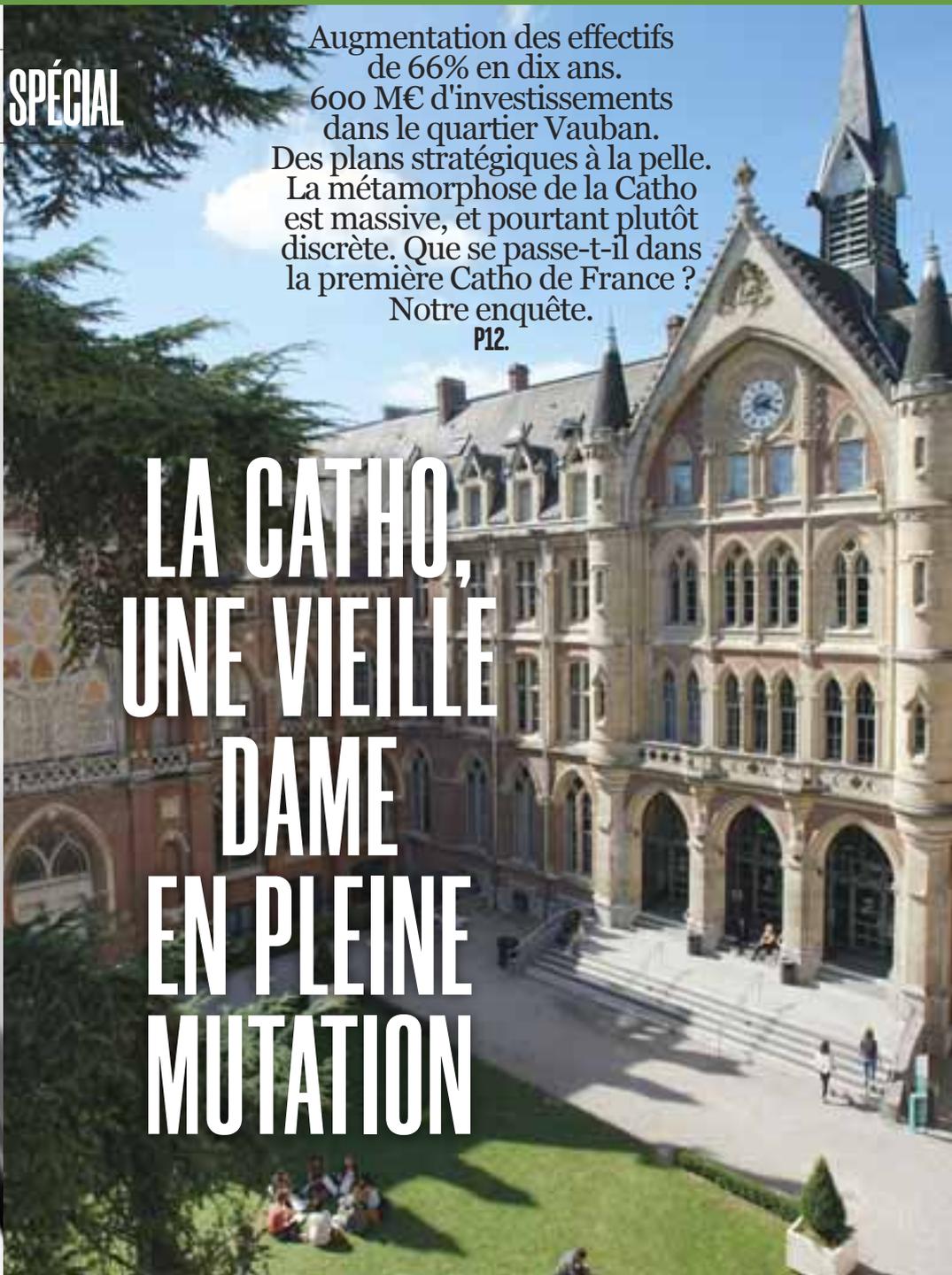


PATRICK SCAUFLAIRE
PRÉSIDENT RECTEUR

“NOUS FORMONS DES JEUNES QUI PEUVENT AVOIR UN IMPACT DEMAIN” P20

Augmentation des effectifs de 66% en dix ans. 600 M€ d'investissements dans le quartier Vauban. Des plans stratégiques à la pelle. La métamorphose de la Catho est massive, et pourtant plutôt discrète. Que se passe-t-il dans la première Catho de France ? Notre enquête. P12.

LA CATHO, UNE VIEILLE DAME EN PLEINE MUTATION



15-16 SEPTEMBRE 2022

 **SPORT
UNLIMITECH**
LILLE

une co-production



LE RENDEZ-VOUS BTOB
DE LA SPORT TECH

CONFÉRENCES
ATELIERS
ZONE D'EXPOSITION



INFORMATION
ET INSCRIPTIONS
GRATUITES SUR
SPORTUNLIMITECH.COM

4-10

Tendances

- **Top** : Willemse devient n°1 européen
- **Conjoncture** : L'été 2021 a redonné des couleurs à l'économie régionale

12-21

Grand Angle

- **La Catho** : une vieille dame en pleine mutation
- **Interview Patrick Scaufaire** : « nous formons des jeunes qui peuvent avoir un impact demain »

22-37

Territoires

- **En 2021**, la Banque des Territoires a joué l'accompagnement de la relance
- **Hiolle Industries** mise gros sur la maintenance ferroviaire
- **LMK Energy** veut accélérer avec son bois torréfié
- **Sarbec** double ses capacités et appuie encore sur le décarboné

38-43

Entreprendre

- **Economie circulaire** : le pôle Team2 enfin en orbite haute ?
- **Don de sang** : Macopharma revendique son rôle de maillon essentiel
- **Créateur** : Home Habilis veut faciliter la vie des patients dialysés

46-48

Détente

- **De Pesquet à Matisse**
- **L'Arborescence** : Il aurait pu s'appeler « jardin des curiosités »

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

édito

Belgique ou IVe République ?

Le peuple français souverain a parlé... fût-ce en s'abstenant. Sans scrutin proportionnel, les Français ont envoyé à l'Assemblée une représentation nationale disparate, hétérogène et largement tribunitienne, qui leur ressemble. Exit les belles majorités claires que la Ve République et son scrutin majoritaire uninominal à deux tours avaient l'habitude de fournir aux Présidents. Les politologues se pencheront plus tard sur cette crise de régime XXL, mais qui est tout sauf une surprise tant l'insatisfaction croissante des Français est perceptible depuis des années. Emmanuel Macron avait réussi avec talent à s'extraire de l'immense crise des gilets jaunes par un « grand débat » qui n'aura servi à rien d'autre – c'était déjà beaucoup – qu'à déminer une situation explosive.

Réformes ou affaires courantes

La nouvelle situation exigera encore plus de brio pour éviter une paralysie que la France ne peut pas se permettre. Comment se priver de réformes, devant l'état consternant des finances du pays, des services publics, ou devant l'impuissance régalienne ?



Photo ©Laurent Scavone

Mais le risque est élevé d'une situation de type IVe République où les gouvernements tombaient comme des mouches, au rythme où les alliances de parti se nouaient et se rompaient. Peut-être faudrait-il espérer à l'inverse une situation à la belge ?

Pendant 652 jours, le royaume privé de gouvernement stable a dû se contenter d'expédier les affaires courantes. De mémoire belge, ce fut un temps privilégié où le pays vécut prospère et paisible. Mais la France unitaire n'est pas la

Belgique fédérale.

Dans cette situation politique nettement dégradée, l'entreprise demeure un pôle de stabilité essentiel pour notre société fragmentée. D'autant plus que l'activité économique est très tonique depuis la fin de la crise sanitaire, et que le cycle vertueux investissement—croissance-recrutements paraît encore très solide. Veillons à ce que le trouble politique, qui se surajoute à un climat géopolitique tendu et à une trajectoire d'inflation inquiétante, ne vienne pas dérégler cette mécanique fragile de la confiance.

OLIVIER DUCUING
Directeur de la rédaction

À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises.

Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires.

Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

www.eco121.fr

Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 KC
Siret 528 819 485 00038
Siège social :
Ecopresse - Parc Riveo
300 rue de Lille -
59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

Directeur de la publication
Olivier Verley

Directeur de la rédaction
Olivier Ducuing
Journalistes
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

Ont participé à ce numéro
Anne Henry-Castelbou
Didier Nicolas
François Prillieux

Publicité
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.com

Secrétariat général
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05

Directeur artistique
Grégory Leduc

Imprimeur
La Presse Flamande,
rue du milieu
59190 Hazebrouck
ISSN : 2109-3792
Dépôt légal : à parution





60 M€

Ça y est ! Le marché des premiers grands travaux du Canal Seine Nord Europe est attribué. Ceux-ci débiteront au secteur 1, entre Compiègne et Passel (Oise), sous la houlette du groupement Nord Confluences qui réunit neuf Pme et ETI dont deux régionales (Demathieu Bard Construction Nord et Oise TP). Les travaux débiteront en septembre prochain et devraient durer 26 mois. Au programme : la construction de trois nouveaux ponts, la déviation vers l'est du cours de la rivière Oise (photo) ou encore la construction de deux ouvrages hydrauliques. Pour une facture totale de près de 60 M€.

Essai à 1,5 M€

Après avoir créé, en décembre dernier, une SAS chargée des activités professionnelles du club, l'Olympique Marcquois Rugby (OMR) tente de boucler une première levée de fonds de 1,5 M€. D'ici cet automne, le tour de table pourrait réunir une centaine de petits porteurs (pour 750 K€ environ) et deux ou trois fonds de capital-risque. Avec cette opération, l'OMR veut passer en deux saisons, de la Nationale 2 sa division actuelle, à la Nationale, puis à accéder à la Pro D2, considérée comme l'antichambre de l'élite de la discipline, le Top 14.



VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site eco121.fr

- [1] « Valorisons nos déchets » : Baudelet dévoile ses lauréats
- [2] Cooptalis lève 80 M€ et devient Anywr
- [3] L'AFM et Entreprises & Cités entrent au capital d'Euratech
- [4] Baromètre EY 2021 de l'attractivité : La région reste à des plus Hauts-de-France
- [5] Le droit et le chiffre mettent en avant les pépites régionales

SCALBERT-DUPONT ÉTOILÉ

Nouvelle vie pour l'ancien siège de la banque Scalbert-Dupont. Ce monument du patrimoine lillois renaîtra en juin 2024, à l'issue des travaux, en hôtel 4* baptisé Oceania Lille Les Augustins. Un établissement de 88 chambres, dans une ambiance Art déco, inspiré de l'univers bancaire, et proposant un espace de restauration, une salle de fitness, un spa ainsi qu'une piscine... située au beau milieu de la salle des coffres-forts ! Cet hôtel sera le premier au nord du pays pour le groupe brestois Oceania et le premier hôtel bas carbone de Lille.



Roquette au régime riz

Le géant mondial des ingrédients végétaux se lance pour la première fois dans la protéine de riz. Le groupe basé à Lestrem (62) va commercialiser deux protéines de riz sous la marque Nutralys, de quoi compléter son offre dans la protéine de pois. Le segment de la protéine de riz a augmenté de plus de 20% entre 2017 et 2021 et constitue une des alternatives aux produits laitiers et à la viande. Roquette a noué un partenariat avec un partenaire asiatique. Le géant familial compte 8 000 salariés pour des ventes qui approchent désormais les 4 milliards d'euros.

merci!

BANQUE PRÉFÉRÉE DES PROS

1^{ère} banque en termes de satisfaction
clients Pros sur notre territoire*.
Nos collaborateurs peuvent être fiers !



* Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme et Ardennes. Selon les résultats du baromètre de satisfaction régional CSA
mené auprès de 1137 professionnels interrogés par téléphone entre le 5 octobre 2021 et le 25 mars 2022.

Banque Populaire du Nord - 847 avenue de la République 59700 Valenciennes-Baroeul - Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable
457 506 566 RCS Lille métropole - Inscrite à l'ORIAS sous le n°07 901 925 en tant que courtier, mandataire d'intermédiaire et mandataire d'assurance.

Conception/réalisation : becoming

Top

JARDINAGE : WILLEMSE DEVIENT N° 1 EUROPÉEN

Déjà leader français et maintenant leader européen de la jardinerie en ligne. La société de Neuville-en-Ferrain Willemse vient de racheter les actifs de son principal concurrent, Bakker.com, à la barre du tribunal d'Amsterdam. Celui-ci avait placé la société néerlandaise en liquidation judiciaire fin mai. Leader européen du secteur avec une présence dans 8 pays, Bakker.com avait été liquidé une première fois en 2018, avant d'être rachetée par un fonds d'investissement. « *Le problème ne vient pas de l'offre mais est structurel. Il y a beaucoup trop de dépenses, de charges et surtout aucune optimisation* », explique Ludovic Dewavrin, PDG de Willemse. Le Nordiste prévoit des économies d'échelles par le jeu de synergies. La logistique de Bakker sera rapatriée dans le Nord. Premier objectif : « *rouvrir le site bakker.com aux clients pour reprendre l'activité, toujours sous cette marque qui est connue depuis 70 ans* », poursuit Ludovic Dewavrin. L'an dernier, Bakker.com a réalisé 45 M€ de ventes, trois fois plus que Willemse, qui pense désormais doubler de taille.



"Les entreprises qui n'intégreront pas les enjeux Rev3 mourront !"

L'affirmation de **Frédéric Motte**, président de la mission Rev3, lors d'une visite chez LMK Energy (lire p29).

Flop

LA FIN DU THERMIQUE MET L'EX FM AU RALENTI

La chute d'activité s'accélère encore pour l'usine Stellantis de Douvrin, l'ex Française de Mécanique. Ce qui fut l'une des plus grosses usines de moteurs au monde, implantée en 1970, est rattrapée par les décisions du Parlement européen de proscrire les ventes de véhicules thermiques dès 2035. En 2019, l'usine produisait encore 900 000 moteurs, chiffre tombé à 575 000 l'an dernier. Il baissera encore avec l'arrêt du DV-R (diesel) à l'été



2023 puis du moteur EP un an plus tard. L'usine espérait récupérer la production d'un nouveau moteur nouvelle génération, le EB Gen 3. Stellantis a finalement annulé cette perspective. L'usine, qui avait compté jusqu'à 5 700 salariés, n'en emploie plus que 1 300. La mise en route de la gigafactory voisine d'ACC, associant, Stellantis, doit permettre de trouver des solutions à cette décreue sociale.

« Le challenge d'un chef d'entreprise est d'oser au risque de disparaître »

Bernard Gérard, maire de Marcq-en-Barœul, lors de l'inauguration de Helpline (lire p33) le 7 juin.



**« Il n'y a pas
de région forte
sans centres
de décision
dans
la région »**

Thierry Dujardin

directeur général du groupe IRD,
lors de la présentation des résultats
2021.



**“C’est le reflet
d’un continuum
de l’histoire
du territoire et
de ses acteurs
économiques”**

Barthélémy Guislain,
président du conseil de gérance de l'AFM,
à l'occasion de son entrée au capital
d'Euratechnologies (lire aussi page 37)



**“J’en ai marre de
me faire enfumer !”**

Xavier Bertrand,
en conseil régional fin juin, insurgé
du courrier de la SNCF demandant
le paiement des arriérés de 44 M€.

**“On marche sur la tête !
Cette décision ne peut
être réellement prise
au sérieux.**

**Seuls 11% de la
population lilloise ont
donné leur avis...”**

Antoine Durieu,
directeur de projets à la Catho,
à propos de la consultation
sur l'avenir de l'avenue du peuple belge,
qui a enterré le projet de remise en eau.

**« 50% des Nordistes
habitent sur le territoire
métropolitain. Nous
mutualiserons nos forces
au service des Nordistes
métropolitains !”**

**Christian
Poiret,**

président du conseil
départemental du
Nord, à l'occasion d'un
partenariat renforcé
entre sa collectivité et
la MEL, le 23 juin.



**“Une belle
et nouvelle
aventure qui
fera grandir les
deux acteurs”**

Jean-Luc Souflet
directeur général d'IDkids,
à l'occasion du rapprochement
entre l'ICAM et l'ECAM de Strasbourg.

5 juillet : Trophées de
l'Economie Responsable,
Cité des Echanges, 17h30

7 juillet : Université des
entrepreneurs

6 septembre : Soirée des
pépites de l'IRD, Cité des
Echanges

20 septembre :
Conférence CCI Hauts-de-
France/Coface « Situation
économique mondiale en
temps de crise : les
tendances et perspectives
économiques », à la CCI
régionale, 17h30

20 septembre : Salon
Entreprises et Territoires
Calais, Forum Gambetta,
10h - 16h

Mouvements

> STOKOMANI

Damien Defforey est le nouveau Pdg de l'enseigne de déstockage de marques



Stokomani. Cet ESSEC a occupé diverses fonctions de direction ces 20 dernières années. Il est notamment

passé à la tête de Carrefour Pologne (2001), avant d'être nommé directeur régional de la région Centre, puis directeur national textile de Carrefour France en 2007. Il a également été Pdg de Primark Italie (2015), puis Dg de C&A France en 2019.

> CENTRALE LILLE

Céline Fasulo, 41 ans, devient directrice déléguée de l'école Centrale Lille. Elle succède à Gilles Fleury, nommé délégué général de Groupe des Ecoles Centrale (GEC). Ingénieure IMT Nord Europe, elle débute comme



inspectrice à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Elle rejoint en 2007 la direction des équipements sous

pression nucléaires (ESPN) de l'ASN à Dijon. Elle prend la tête du bureau de contrôle de la fabrication des ESPN en 2015, après 4 ans passés au contrôle des sites Seveso à la DREAL. En 2017, Céline Fasulo est nommée directrice adjointe d'IMT Nord Europe, son dernier poste. A Centrale, elle prendra ses fonctions en septembre.

> UITH NORD

Olivier Macarez est élu président du syndicat Union des



Industries Textiles et Habillement Nord. Dirigeant du fabricant de solutions textile Subrenat à Mouvaux, il succède à Olivier

Ducatillon qui aura été à la tête de l'UITH Nord depuis 2019. Ce dernier est quant à lui élu président pour deux ans de l'Union des Industries Textiles au national. Il est par ailleurs

dirigeant de Lemaitre Demeestere, fabricant de tissus en lin à Halluin.

> SARBACANE

Morgane Guéneau est nommé directeur financier de Sarbacane (150 salariés, 22 M€ de CA), spécialisée dans la communication digitale des



entreprises. Cet ISEG, également diplômé d'un MBA de l'EDHEC, a débuté comme consultant chez KPMG à Marcq-en-Baroeul en 2004. Il est ensuite devenu en 2010 directeur administratif et financier du pôle immobilier d'Ariane, holding du co-créateur de l'enseigne Camaïeu, avant d'occuper les mêmes fonctions pour le groupe. Il rejoint le groupe Ergalis en 2018 à la tête de la direction financière, son dernier poste.

De son côté, **Xavier Caroen**



devenant responsable de la fusion-acquisition de Sarbacane. Ancien analyste financier, il est passé dans

différentes banques d'affaires à Boston et Paris. Avant d'élaborer au cours de sa carrière des plans d'investissements et a contribué à l'écriture de la stratégie de croissance de différents grands groupes dans les secteurs de l'énergie et de la mobilité comme Mobivia.

> UNAF0

Bertrand Declémy, Dg du bailleur social associatif Aréli depuis 2008, est élu président de l'Unaf0, l'Union professionnelle du logement



accompagné, dont il était déjà administrateur et référent en Hauts-de-France depuis 13 ans. Il est par ailleurs membre du comité régional Action Logement des Hauts-de-France depuis 2016 et administrateur de l'office HLM Pas-de-Calais Habitat depuis 2018.

> RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Alexandre Desrousseau prend la direction de la mission Transition numérique au Conseil



régional. Il aura pour mission principale le pilotage des stratégies numériques

intercommunales avec notamment le déploiement du très haut débit sur le territoire. Il était depuis 2017 conseiller technique de cette mission.

> NOTAIRES DU NORD - PAS-DE-CALAIS

Alexandre Deswarte, 48 ans, a été élu président pour deux ans de la Chambre interdépartementale des Notaires



du Nord - Pas-de-Calais à l'issue d'une assemblée générale tenue fin mai. Alexandre Deswarte est notaire associé depuis 2005 à Roncq.

> BPIFRANCE

Jean-Yves Duriez quitte Bpifrance, après 8 ans comme directeur



d'investissement senior, pour prendre le poste de directeur associé d'Adviso Partners à Lille, une société de

conseil financier spécialisée en fusions-acquisitions des transactions "small & mid-caps" (de 20 M à 200 M€ de valorisation). Maître en droit des affaires, il débute en 1996 comme chargé d'affaires chez Nord Transmission (Groupe IRD). Avant de prendre 10 ans plus tard la direction des participations de la société lilloise de gestion Participex Gestion, puis chez Nord Capital dès 2011. Il avait rejoint Bpifrance en 2013.

BANQUE POPULAIRE DU NORD

Maryline Patin, 49 ans, devient directrice « ressources talents et culture d'entreprise » de la BPN. Formée en droit social et droit des



assurances, elle a débuté sa carrière chez Pacifica avant de rejoindre BPCE Assurance. Elle a ensuite œuvré chez BPCE Financement puis à la Banque Populaire du Sud.



Vincent Chau, 40 ans, quitte la direction des risques de Natixis, comme « head of credit risk monitoring » pour prendre quant à lui la direction des risques et de la conformité de la BPN.



Enfin, **Mathieu Tartarin**, diplômé de l'école des mines de Saint-Etienne, devient directeur data, organisation et informatique. Il avait intégré l'inspection générale du groupe en 2018 comme inspecteur principal, avant d'en devenir secrétaire général en juin 2019.

> CHAMBRE D'AGRICULTURE DES HAUTS-DE-FRANCE

Charles-Edouard de Colnet prend la direction générale de la Chambre d'agriculture régionale. Ce Sciences Po Lille a passé les 14



dernières années à la CCI Grand Lille, qu'il rejoint en 2008 comme responsable du fonctionnement institutionnel.

Quatre ans plus tard, il est nommé directeur du développement économique, puis directeur général délégué en 2016, son dernier poste.

CHAQUE MOIS
40 000
LECTEURS LISENT
L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
ET RÉGIONALE DES
ACTEURS DES
HAUTS-DE-FRANCE

Ayez une relation privilégiée
avec eux en communiquant
dans Eco 121 !



CONTACT
03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

R ROSSEL
CONSEIL
MEDIAS

Presse - Digital - TV - Event

Source : Editeur Eco 121 - 2020

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !

1 AN
64,90€

📞 INFOS 03 55 33 21 05



Éco121

BULLETIN D'ABONNEMENT



OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**
 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

✉ **Abonnement multiple :** nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque :** à l'ordre d'Ecopresse
 Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____

Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue
de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

L'été 2021 a redonné des couleurs à l'économie régionale

« **A**près une année 2020 sous perfusion, du mieux est attendu pour 2021 ». La promesse de l'INSEE annoncée l'an dernier s'est bien avérée.

La réalité est même supérieure aux prévisions. Si l'on s'attendait à un retour progressif au niveau d'activité d'avant-crise, le dernier bilan révèle que l'économie régionale a finalement atteint un niveau supérieur dès le mois de juin 2021 (0,7%). Soit trois mois plus tôt qu'au national. Permettant à la région de clôturer 2021 avec une activité économique dominant de 2,8% celle de 2019. « Dès la réouverture des commerces (fin mai, ndlr), les dépenses par carte bancaire repartent à la hausse avec des volumes plus importants qu'en 2019, indique l'INSEE. En fin d'année, les ménages de la région consomment activement, en particulier durant la semaine de Noël : +16 % par rapport à 2019. »

Encore fébrile en début d'année, l'économie des Hauts-de-France a bondi mi-2021. À un niveau surplombant celui d'avant-crise, excepté dans certains secteurs, relève l'INSEE. Le bilan.

Cette reprise s'est accompagnée d'un recul de l'activité partielle au profit d'un rebond de l'emploi salarié.

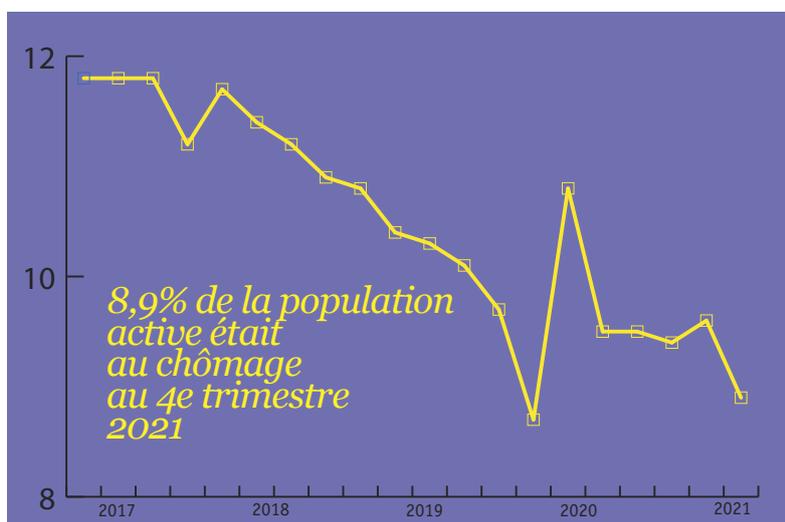
En fin d'année dernière, la région comptait 2 073 300 salariés, soit 48 000 de plus que 2020. Tous les secteurs gagnent des emplois sur un an. « Même l'industrie, avec +0,3%, rompant ainsi avec une tendance baissière observée depuis plusieurs années », souligne Noémie Cavan, cheffe de projet à l'INSEE. Les services marchands remportent le plus d'emplois (+4,3%), suivis de la construction (+2,1%). Côté intérim, la région affiche une hausse de 7 points sur un an. « La recrudescence de l'épidémie au 4^e trimestre 2021 a poussé nos entreprises à avoir recours à l'intérim pour remplacer les salariés absents », explique-t-elle. Le taux de chômage

régional est en léger repli (-0,6%) pour atteindre 8,9% fin 2021, avec un recul constaté dans l'ensemble des départements depuis deux ans. « C'est le niveau le plus bas observé depuis la crise de 2008 », poursuit Noémie Cavan. Ce taux demeure néanmoins le plus élevé de l'Hexagone.

Tourisme et transports à la peine

L'embellie économique régionale de l'an dernier n'a toutefois pas profité au tourisme ni aux transports. Après un repli historique en 2020, le premier a certes connu une remontée de 27% de la fréquentation hôtelière avec 6,3 millions de nuitées. Mais insuffisante pour permettre au secteur de retrouver son niveau de 2019 (-32%). « Alors que la clientèle résidente fait son retour, les étrangers manquent toujours à l'appel », lit-on dans le bilan de l'INSEE. Les transports, également subissaient encore les effets de la crise fin 2021. Sur l'année, 258 000 véhicules neufs ont été immatriculés en région. C'est certes 2,3% de plus qu'en 2020... mais 31% de moins qu'en 2019 ! Quant au trafic de passagers dans les aéroports régionaux, il demeurait deux fois moins important l'an dernier qu'avant-Covid.

Qu'attendre de 2022 ? « Le marché du travail au national semble bien se porter. Mais tous les conjoncturistes s'accordent à dire que le contexte inflationniste crée de vraies incertitudes. Difficile de s'avancer », répond Catherine Renne, directrice régionale de l'INSEE Hauts-de-France. A suivre donc ■ J.K.



Notre terre est notre avenir.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



PÔLE AGRI

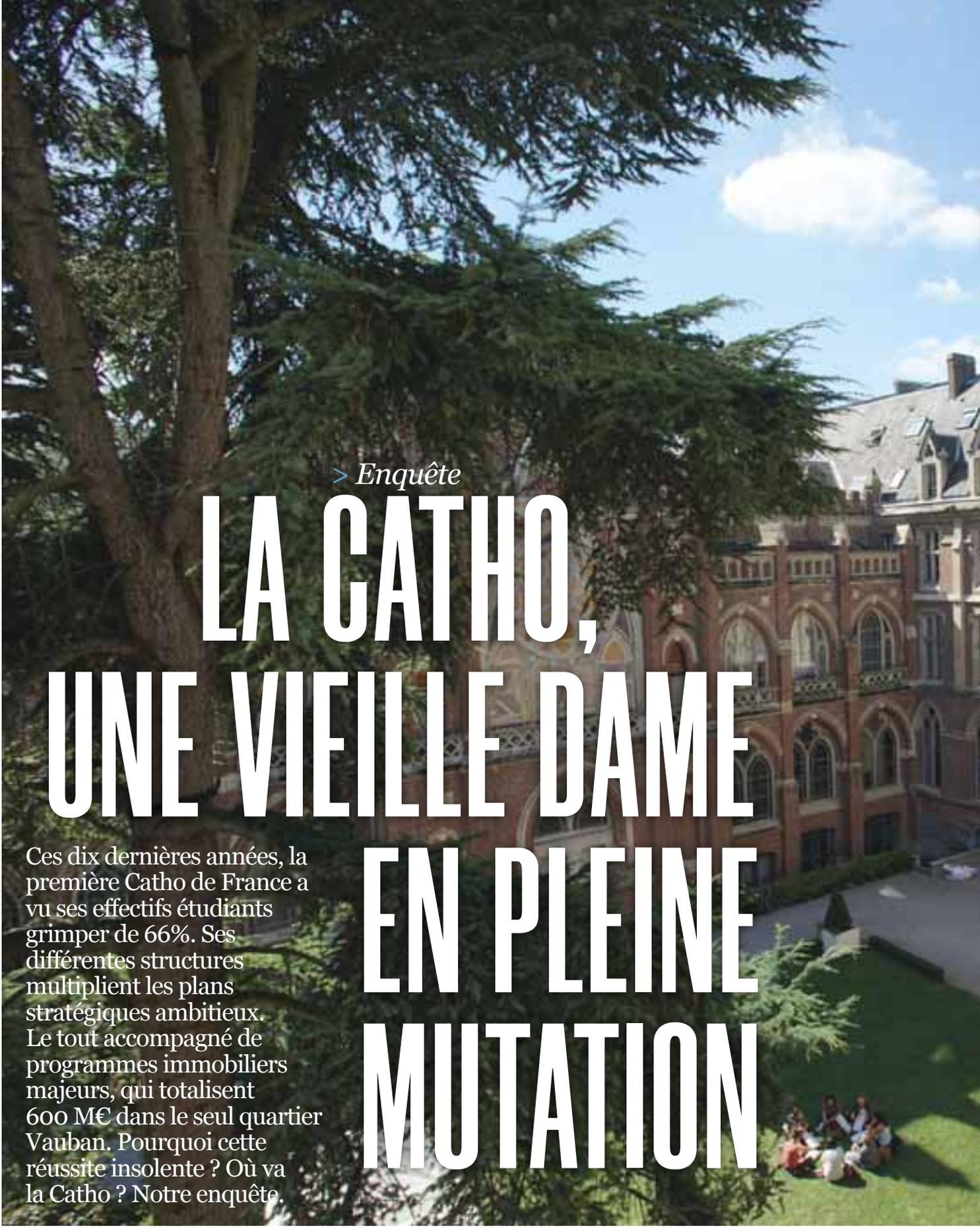
Il y a d'abord la terre, celle des semences, celle que l'on cultive, celle de l'élevage. Cette terre brune qui nous nourrit, comme elle nourrit ceux qui en vivent. Et puis il y a la terre, notre planète, essentielle et fragile. La transition écologique nous rappelle, chaque jour, que ces deux terres ne font qu'une.

Gildas Le Bihan Directeur du pôle Agri - 06 98 74 16 56* - gildas.le-bihan@hdf.caisse-epargne.fr**

Crédit d'épargne et de prévoyance Hauts de France - Banque coopérative agréée par les autorités compétentes de la Banque - Société Anonyme à Responsabilité Limitée et Capital Participatif et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 125 Parc de France 95011 Courcelles - 031 888 888 882 site www.caisse-epargne-hauts-de-france.fr - juillet 2021
*Taux indicatifs opérationnels **Crédit de prévoyance selon votre profil de risque

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE





> *Enquête*

LA CATHO, UNE VIEILLE DAME EN PLEINE MUTATION

Ces dix dernières années, la première Catho de France a vu ses effectifs étudiants grimper de 66%. Ses différentes structures multiplient les plans stratégiques ambitieux. Le tout accompagné de programmes immobiliers majeurs, qui totalisent 600 M€ dans le seul quartier Vauban. Pourquoi cette réussite insolente ? Où va la Catho ? Notre enquête.



TEXTES Olivier Ducing, avec Julie Kivuué

La ville de Lille vient de renoncer il y a quelques semaines, après consultation de la population, à la remise en eau de l'avenue du Peuple belge, à l'orée du Vieux-Lille. Un projet à 60 M€ auquel a finalement été préférée la création d'un plus modeste parc urbain. Les esprits se sont enflammés autour de cette perspective surmédiatisée pour laquelle les milieux économiques avaient unanimement penché pour le scénario le plus ambitieux. Pourtant, beaucoup plus discrètement, c'est une révolution à bas bruit qui est en train de transformer, à

quelques encablures, tout le quartier Vauban. Pour un montant total de 550 à 600 M€, dix fois plus ! Les engins de chantier, les périmètres de travaux, le bâchage de bâtiments se multiplient partout : le Palais Rameau, en cours de transformation en un démonstrateur en grandeur réelle de l'agriculture de demain, sous l'égide de l'école JUNIA (regroupement ISA-ISEN-HEI) ; cette école est elle-même engagée dans la reconstruction à grande échelle de son campus, qui a d'ailleurs entraîné la démolition de la chapelle Saint-Joseph en février 2021. Le plan d'investissement de l'école approche les 150 M€ sur cinq ans, et permettra notamment de concentrer sur quatre sites l'école qui était dispersée sur 12 localisations.

« L'enseignement supérieur devient une industrie », souligne son directeur Thierry Occre, pour qui l'alliance des trois écoles est un atout majeur pour demain. « Les solutions se trouvent dans l'interdisciplinaire », estime-t-il.

Non loin de là, le village IESEG est en pleins travaux. L'école de management lance tout juste son plan stratégique 2022-2027 : au programme, entre autres, l'extension des campus, tant à Lille qu'à la Défense, de 34 000 m² aujourd'hui à 50 000 m², en vue d'accueillir 2 000 étudiants de plus d'ici cinq ans.

L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE

- 38 500 étudiants
- 5 facultés
- 20 grandes écoles, écoles et instituts
- 300 filières de formation
- 15 unités et instituts de recherche
- 7 000 salariés



© IESEG & Trace Architectes



Ci-dessus, le futur campus lillois de l'IESEG bd Vauban attendu pour septembre 2023

Son budget suivra, pour passer de 83 à 120 M€ ; ailleurs, l'ESPOL, l'école de sciences politique de Lille lancée il y a dix ans par la Catho (lire par ailleurs), s'offre un nouveau bâtiment de 5 500 m², qui doit être opérationnel pour la rentrée 2022-2023.

Un acteur économique majeur de 7 000 salariés

Ce bouillonnement immobilier est la concrétisation physique du succès spectaculaire de la première Catho de France, loin devant celles de Paris, Angers, Lyon et Toulouse. Les chiffres sont édifiants : en avril 2011, lorsque Eco121 avait interviewé l'ancien président-recteur Thérèse Lebrun, la fédération nordiste pesait déjà 23 000 étudiants. En 2022, la Catho lilloise en compte pas moins de 38 500 via ses 20 écoles et instituts, ses 5 facultés, mais aussi son groupe hospitalier et ses Ehpad. Soit pas moins de 7 000 salariés, pour moitié dans le médico-social, moitié dans le pôle enseignement : la Catho est une vieille dame devenue un acteur économique considérable, et dont le poids ne cesse de grandir, au gré des plans stratégiques de ses établissements. « Cela n'a pas beaucoup de sens pour nous de consolider les budgets de tous nos établissements car chacun dispose d'une autonomie de fonctionnement, d'un budget, d'un Conseil d'administration. Ceci dit, si on faisait l'exercice, on totaliserait 700 M€ de budget de fonctionnement annuel à parts égales entre l'enseignement et le médico-social », glisse Patrick Scaufflaire, président-recteur de la Catho depuis deux ans (lire interview p20-21).

Les écoles, toutes indépendantes les unes des autres, se développent dans un environnement ultra-concurrentiel. Depuis quelques années, les fusions, les regroupements, les extensions de périmètre – comme l'ICAM qui vient d'agréger l'ECAM de Strasbourg il y a quelques jours- mais aussi la digitalisation et la di-

mension internationale sont des tendances de fond. « Les enjeux sont internationaux aujourd'hui. On rentre dans une industrialisation mondiale de ce secteur, il faut être agile, et ne pas s'endormir sur ses lauriers, faire évoluer l'enseignement et la pédagogie. On ne doit pas devenir les 3 Suisses de l'enseignement supérieur ! », lâche Amaury Flotat, chef d'entreprise et président de JUNIA.

Résultat : les écoles de la Catho sont devenues aussi un puissant vecteur d'attractivité internationale : pas

MÉDICO-SOCIAL : UN PÔLE MAJEUR DANS LE PARCOURS DE SOINS LILLOIS

Le secteur médico-social est une composante méconnue mais importante de la Catho. C'est d'ailleurs la seule des « Cathos » à gérer des établissements de soins. À travers le Groupement des hôpitaux de l'Institut catholique de Lille (GHICL), elle est aux manettes de 5 Ehpad et 3 hôpitaux : Saint-Philibert (Lomme), Saint-Vincent-de-Paul (Lille) et Sainte-Marie (Cambrai). Soit 1 700 lits, 95 000 hospitalisations et 160 000 consultations annuelles. Le GHICL emploie la moitié des effectifs de la Catho, 3 300 salariés pour 300 M€ de chiffre d'affaires. « Pour donner une ordre de grandeur, nous sommes 4 fois plus petits que le CHU de Lille. Donc un bel ensemble mais à taille humaine ! », indique Laurent Delaby, Dg du GHICL depuis 30 ans.

Malgré la pandémie, traversée avec des finances à l'équilibre, le pôle santé a maintenu ses projets. En 2020, il a ouvert son tout premier centre de santé en périphérie de Lille, à Herlies. Mais aussi lancé les travaux pour quatre ans de modernisation et d'extension de l'hôpital Saint-Philibert. L'historique, livré en 1977 et hautement énergivore, fera progressivement peau neuve. De nouveaux bâtiments abritent déjà l'accueil général, les urgences, 16 blocs opératoires dernier cri ainsi qu'un plateau technique. « Ce projet pèse 70 M€. Pour nous, ce n'est pas une petite somme. Nos investissements sont réalisés avec beaucoup de prudence car notre statut d'acteur privé à but non lucratif nous interdit d'être en déficit, confie Laurent Delaby. Nous serons très attentifs au coût des prochains chantiers ». En perspective, l'extension de Saint-Vincent-de-Paul, encore en cours de formalisation ■



©Guillaume Leroy - Université Catholique de Lille



moins de 5 600 étudiants viennent des quatre coins de la planète tandis que les étudiants de la Catho vont eux-mêmes bien souvent affiner leur cursus dans quelque école ou université étrangère.

La Catho fait partie des universités en région ayant le plus grand nombre d'étudiants à l'étranger, souligne son président-recteur. Ses différents établissements ont noué des partenariats avec plus de 500 universités de par le monde, quand ils n'ont pas développé leurs propres campus ou leurs antennes comme l'EDHEC à Londres ou Singapour. La crise de la Covid a bien secoué ce modèle mais il revient aujourd'hui en vogue, ajusté à la mode du durable et du décarboné.

Valeurs assumées

Car les établissements de la Catho se veulent aussi à l'écoute de leur temps et, mieux, acteurs des changements. « *Nous avons la mission de former des managers du changement, inspirants, multiculturels et éthiques* », pointe Caroline Roussel, nouvelle directrice générale de l'IESEG, qui note les enjeux majeurs auxquels ces derniers seront confrontés : les défis écologique, social et économique, les trois piliers de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Avec un leitmotiv qui traverse les différentes écoles : la transversalité. « *Je n'ai pas vu un endroit où on développe un tel niveau d'interdisciplinaire. Ici, on a cassé les silos* », se félicite Jean-Philippe Ammeux, prédécesseur de Caroline Roussel.

De son côté, l'EDHEC poursuit sa stratégie « *Research for Business* » et mobilise ses compétences en recherche au service d'une finance verte et responsable.

IESEG en chiffres

- 7 000 étudiants → 9 000 en 2027
- 83 M€ de budget En 2027 : 120 M€
- 4 000 m² supplémentaires à venir sur le campus historique bd Vauban (21 M€ de budget)

LES ENTREPRISES ET LA CATHO : UN LONG COMPAGNONNAGE

200 administrateurs : c'est le nombre impressionnant de représentants du monde de l'entreprise dans les différents conseils d'administration des établissements de la Catho. Cette présence dense et active n'est pas le fruit du hasard : la Catho est née en 1875 avec la création de premiers établissements d'enseignement supérieur, à l'initiative commune de patrons du Nord et de l'Eglise. Ce lien historique a évolué au fil des décennies mais demeure très puissant.

« *Notre rôle n'est pas honorifique* », décrypte Amaury Flotat, chef d'entreprise et président de JUNIA. Dans cette école d'ingénieurs, des commissions ont même été créées pour « *co-construire* » entre représentants du conseil et du comité de direction, et élever le niveau d'expertise des administrateurs « *comme dans un conseil de surveillance* ».

La Catho, c'est aussi, depuis une quinzaine d'années, tout un écosystème décliné dans les écoles en matière d'incubation et d'entrepreneuriat. A titre d'exemple, l'incubateur de l'IESEG accompagne déjà 50 porteurs de projets, l'école de management comptant tripler ce chiffre d'ici à 2027 (Paris inclus). Les écoles s'appuient toutes sur un lien fort avec les entreprises, avec des chaires parrainées à l'Edhec, des offres de service transdisciplinaires avec des « *Adicodes* » ou des prestations d'ingénierie intégrées au cursus comme à l'ICAM (lire ci-après) ■

> Enquête

L'établissement crée l'EDHEC-Risk Climate Impact Institute (ERCII), avec l'ambition de faire de ce nouveau centre de recherche une référence académique pour l'accompagnement des investisseurs dans leur transition bas carbone. L'EDHEC investit 20 M€ sur cinq ans dans ce projet.

La Catho est allée plus loin depuis deux ans, en mettant en place un cursus renouvelé d'humanités, sur une année. La « Wikifactory » s'interroge sur les problématiques actuelles, entre prospective et éthique. Une initiative qui résonne aussi avec Ecoposs, la démarche de la Catho inspirée par l'ancien président recteur Pierre Giorgini pour imaginer, avec tous les acteurs de la société, les futurs souhaitables.

Avec en point d'orgue, annoncée fin octobre prochain, la première biennale d'Ecoposs à Lille. De quoi tracer la voie. Et placer la Catho comme un acteur incontournable de la réflexion sur notre futur collectif ■



©Guillaume Leroy - Université Catholique de Lille

3 QUESTIONS À... EMMANUEL MÉTAIS, DG DE L'EDHEC

“Mettre la puissance du business au service de la société”

En 2020, vous présentiez un plan stratégique à horizon cinq ans ambitieux. Comment la pandémie et la crise ukrainienne l'ont-elles impacté ?

Ces crises ont renforcé notre ligne stratégique. Notre plan « *Impact future generations 2025* » va permettre à l'école d'accroître son utilité sociale. En 2020, nous avons décrété notre « *quoi qu'il en coûte* », afin d'engager

nos grands projets malgré la Covid. Nous avons gardé intactes nos ambitions, nos horizons et réalisé ce que nous avions prévu, y compris à l'international avec l'ouverture de la structure EDHEC America au cœur de l'université de Berkeley en Californie. La pandémie a également accéléré la montée en puissance des formations à distance. En un an, nous avons réalisé les investissements technologiques prévus sur cinq ans, notamment pour équiper nos salles. Notre monde est en pleine mutation. La pandémie et la crise ukrainienne ont accéléré le phénomène de « *déglobalisation* », dont on voit les signaux depuis 15 ans à travers l'arrivée de gouvernements nationalistes ou, plus récemment, avec le Brexit. Après avoir impacté le monde de l'entreprise ces 20 dernières années, l'EDHEC souhaite mettre la puissance du business au service de la société et des générations futures. Chaque année, nous formons 10 000 jeunes, qui ont envie d'avoir un impact positif sur la société.

Comment intégrez-vous les enjeux climatiques et environnementaux dans vos formations ?

Ces dimensions irriguent l'ensemble de nos nouveaux programmes pédagogiques et de nos projets. Sur nos campus, nous visons le 0 carbone en 2030, tout en réduisant nos utilisations d'énergie et en optimisant la

gestion de nos déchets. Dans nos enseignements, toutes nos nouvelles promotions participent aux ateliers collaboratifs « *La fresque du climat* » qui ont pour objectif de les sensibiliser au changement climatique.

Nous proposons également des cours et des programmes dédiés, comme le MSc in Climate Change & Sustainable Finance qui est pionnier en finance durable, dans le sillage de notre centre de recherche en finance climatique.

C'est un programme créé avec les Mines ParisTech et dont le Crédit Agricole Nord de France est l'un des partenaires.

Quelles sont vos synergies avec l'écosystème de La Catho et les entreprises nordistes ?

L'écosystème de La Catho est fabuleux ! Nous partageons une histoire, une identité forte et des valeurs communes depuis plus de 100 ans. Tout en gardant notre liberté d'action et de développement. Nous mutualisons certains services aux étudiants et nous collaborons sur plusieurs projets académiques, le plus emblématique étant le double diplôme que nous avons créé avec la Faculté de droit. Quant aux entreprises régionales, nous avons toujours eu un lien fort avec elles car l'EDHEC a été fondé par des industriels nordistes. Aujourd'hui, un certain nombre d'entre eux sont toujours à notre Conseil d'administration. Nous collaborons à travers nos centres de recherche et nos formations. Nous échangeons sur nos problématiques parfois communes, les grandes transformations des industries et du territoire ou encore les grands enjeux du monde de demain ■ Recueilli par J.K.



© Audoine Desforges

L'EDHEC EN CHIFFRES:

- 8 600 étudiants (formation initiale) → 10 000 en 2025
- 140 M€ de budget → 185 M€ en 2025



© A. Legrand - Junia

JUNIA en chiffres

- 5 000 étudiants
En 2024, 7500
- 50 M€ de budget
- 22 000 m2 de bâtiments neufs en 2024

"On ne doit pas devenir les 3 Suisses de l'enseignement supérieur !"

Amaury Flotat

ÉCOLE-ENTREPRISE: LE MODÈLE FRUCTUEUX DE L'ICAM

L'école d'ingénieurs place ses étudiants en situation réelle avec un engagement de résultat sur un projet d'entreprise concret. La formule séduit de plus en plus d'entreprises régionales.



Al'ICAM, l'entreprise fait partie intégrante du cursus des futurs ingénieurs, notamment à travers leur Mémoire Scientifique Industriel (MSI). A Lille, où l'école compte 1 000 étudiants, l'ICAM propose aux entreprises un service similaire à celui d'un bureau d'études : des binômes d'étudiants, supervisés par un chef de pro-

jet de l'école, sont chargés de traiter une problématique concrète sur une séquence de six mois. Dans 30% des cas, cette période est prolongée par un autre binôme d'étudiants qui reprend les commandes, et ainsi de suite jusqu'à l'aboutissement du projet. « On s'engage sur des résultats, dans une réelle prestation d'ingénierie. Le client attend un livrable », décrypte Kevin Grain, chargé d'affaires pour l'ICAM. Les bénéficiaires de ce service étudiant peuvent être des groupes, comme Decathlon, des Pme comme le dentellier Solstiss, voire même des TPE. Entreprises et étudiants se réunissent courant juin au sein du campus pour présenter l'avancement de leurs travaux.

De l'IA sur une ligne de production

« C'est l'équivalent d'un bureau d'études, avec un travail précis et de qualité », explique Bruno Telliez, responsable technique et production chez le dentellier Solstiss, à Caudry, qui cherche à développer de nouveaux procédés sur une de ses machines, et qui recourt pour la première fois à l'ICAM. « Une machine comme ça

avec un bureau d'études, ça nous coûterait 4 à 5 fois plus cher ». « Pour nous, c'est un coût de 20 K€ mais ramené à 7 K€ avec le crédit impôt recherche », explique de son côté un manager du groupe suisse Sulzer, fort d'une unité industrielle à Saint-Quentin, et qui cumule déjà 12 sessions auprès de l'ICAM ! La société Pochez du Courval, flaconnier de luxe en vallée de la Bresle, fait quant à lui plancher les étudiants sur l'introduction de l'intelligence artificielle sur ses lignes de production.

Même les start up en création sont dans la boucle à l'exemple de ce projet de moto thermique à transformer en moto électrique avec 100 kilomètres d'autonomie pour la mobilité au Togo (photo) : Jean et Meziane sont les deux premiers étudiants à plancher sur ce chantier appelé à durer. L'ossature de la moto se précise, pour pouvoir accueillir les batteries, et un autre duo d'étudiants suivra pour développer la partie purement électrique.

« C'est une réelle opportunité de se connecter à un écosystème, souligne Kevin Grain, qui relève aussi que « énormément d'embauches suivent derrière » ■ F.P.

> Enquête

DEUX FORMATIONS POUR COMPRENDRE ET ANALYSER LE MONDE

Moins connues que les cursus techniques, les formations en science politique et en journalisme proposées au sein de l'Espol et de l'IJTM démontrent la volonté de la Catho de former des étudiants capables de décrypter le monde contemporain.

On la présente souvent comme la « Sciences Po » de la Catho. A Lille, l'Ecole Européenne de Sciences Politiques et Sociales, ou Espol, est parvenue à s'imposer en une décennie seulement, comme une référence en matière de formation, mais aussi de recherche, dans le domaine des sciences politiques. Abrisé au sein du très moderne campus de la Catho, l'établissement propose deux licences, la première dédiée aux relations internationales, l'autre aux sciences politiques. Trois masters permettent de compléter ces cursus : « International and Security Politics », dédié aux enjeux internationaux de sécurité ; « Global and European Politics » orienté sur les questions de politique européenne et enfin « Food Politics and Sustainable Development », consacré aux questions alimentaires à l'échelle mondiale. Les noms anglais de ces formations traduisent la vocation très internationale donnée à l'Espol depuis sa création en 2012. L'école accueille en effet un grand nombre d'étudiants étrangers – 70% des cohortes de master – et les cours se font au moins pour moitié en anglais.

Polyvalence

Un atout essentiel pour les étudiants qui peuvent, par la suite, poursuivre leur cursus dans une université étrangère, au sein d'établissements anglosaxons notamment, ou prétendre à une carrière internationale dans leur spécialité. Payante, entre 2 800 et 9 000 €/an, l'Espol est, en outre, sélective : sur plus de 3 000 candidatures reçues chaque année via Parcoursup, seuls 10% des étudiants sont admis



© D.F.

dans la formation, dont l'objectif ambitieux est de « *comprendre la société dans un environnement national, européen et international* », comme le souligne son directeur, Alexis Massart. Comprendre le monde, c'est aussi la vocation de la dernière-née des écoles de la Catho : l'IJTM pour Institut du Journalisme Tous Médias. Seule école de journalisme en France créée dans le même bâtiment que des médias web, télé et radio (Secom SA, siège de radio Metropolis et BFM Grand Lille notamment), l'école ouverte en 2020 forme aux techniques journalistiques classiques. Avec une spécificité toutefois : le cursus vise la polyvalence, les

jeunes étant initiés aux techniques de la radio, de la télé, du web, de la presse écrite... « *Nous voulons former des « touche à tout, bons à tout »* », s'amuse Alain Cardinaux, directeur des études à l'IJTM. *Notre objectif n'est pas seulement de former des techniciens compétents. Nous sommes une école de la pensée critique. Le journalisme c'est, en effet, parvenir à se débarrasser de ses propres grilles de lecture pour analyser le monde* », poursuit-il. La formation proposée à l'IJTM s'effectue en alternance et est donc prise en charge par les Opco. L'école accueille une vingtaine d'étudiants par promotion ■

Guillaume Roussange



© D.F.



90

**CIC élu Banque
N°1 de la relation client***

**C'est sans doute parce que près de
90%** de nos décisions de crédit
sont prises en agence.**

*Étude 2022 réalisée par BearingPoint-Kantar.



Construisons dans un monde qui bouge.

PATRICK SCAUFLEAIRE

PRÉSIDENT RECTEUR DE LA CATHO

“NOUS FORMONS
DES JEUNES QUI
PEUVENT AVOIR
UN IMPACT
DEMAIN”

Vous êtes à la tête de La Catho depuis deux ans. Quel bilan tirez-vous ?

La première année a été très particulière car marquée par la pandémie. J'ai dû prendre mes marques de manière très atypique. L'année suivante a été plus représentative d'une année normale. Je suis dépositaire d'une trajectoire, d'une dynamique mise en place à La Catho, et un de mes rôles est de conforter cette dynamique. La Catho a toujours évité les grands coups de gouvernail. Malgré leurs différences de style, les différents Présidents-Recteurs ont poursuivi la tâche de leurs prédécesseurs. Ainsi, nous avons maintenu les orientations identifiées par Pierre Giorgini, mon prédécesseur : développement d'écosystèmes innovants, développement d'une recherche tournée vers les transitions, alliance avec l'université de Valenciennes, l'Université Polytechnique Hauts-de-France, entérinée ces deux dernières années et dont les prémices remontent à 2018.

Que vous apporte cette alliance ?

L'opportunité de porter ensemble des innovations pédagogiques et de développer notre activité de recherche de manière plus franche, de mieux encadrer nos doctorants, et également de bénéficier de circuits de décisions plus faciles et d'un travail de proximité entre les chercheurs de nos deux universités. C'est un pro-

jet très original car porté par une université publique et une université privée associative. Normalement, les écoles doctorales sont uniquement portées par les universités publiques.

Justement, qu'est-ce qui différencie La Catho de l'université publique ?

Notre originalité est d'être une université du tiers secteur, c'est-à-dire privée non lucrative. C'est un label reconnu par le gouvernement pour un établissement qui porte une mission publique, au niveau tant de l'enseignement que du soin, tout en reconnaissant une gouvernance et un mode de fonctionnement d'acteur privé. Ce modèle permet une réactivité et une responsabilisation des organes de gouvernance. Le caractère non lucratif nous offre une certaine liberté. Nous ne sommes pas dépendants d'actionnaires. Nos actionnaires, ce sont nos étudiants, nos patients. L'ensemble de nos résultats sont réinvestis dans nos projets.

La Catho connaît une croissance spectaculaire depuis des années. Quelle est votre recette ?

C'est un secret d'Etat (*rires*) ! Ce qui fait notre attractivité, c'est notre qualité d'attention aux personnes, à nos patients et d'accompagnement de nos étudiants. Si les familles nous font confiance, c'est bien sûr pour la qualité de notre enseignement mais aussi parce qu'ils pensent qu'il y aura à La Catho un climat particulier. Un épanouissement des étudiants plus large que la simple obtention d'un diplôme... je l'espère en tout cas !

L'autre particularité est ce lien d'origine à l'entreprise. La Catho a été créée par les patrons du Nord et par l'Eglise. Ce lien perdure et est important pour nous car nous nous voulons acteur de notre écosystème. J'ai intitulé mon projet de gouvernance « *Notre Université, une chance au cœur des transitions* ». Nous pensons que La Catho a une influence et est une chance pour les entreprises et les collectivités qui l'entourent et celles qui sont plus lointaines. Nous formons des jeunes qui peuvent avoir un impact demain.

On parle beaucoup de quête de sens au-



aujourd'hui. Votre ADN catholique apporte-t-il encore une réponse forte ?

Dans mes propositions pour ce mandat, il y a un axe sur l'expérience de vie des étudiants. Vis à vis d'eux, notre mission — un mot chargé de sens pour les chrétiens — est de les aider à développer toutes les dimensions de leur personne. Pas seulement l'intellect. Cela prend la forme par exemple d'un engagement solidaire à l'intérieur ou à l'extérieur de nos établissements. C'est le cas par exemple du « bus du droit » qui se rend dans des zones où l'accès au droit n'est pas simple. Des étudiants de la Fac de droit et des avocats donnent de leur temps pour des consultations. Nos jeunes confrontés à la réalité de notre territoire reviennent en regardant leur projet professionnel de manière différente. C'est un exemple parmi d'autres qui fait partie du « Programme humanités » que l'on propose et qui vise à développer la fibre humaniste de nos étudiants. Cela fait partie de notre marque de fabrique. Est-ce catholique ? Je pense que oui, dans le sens où ça exprime une certaine vision de la personne. Une université catholique ne l'est pas parce qu'elle n'accueillerait que des catholiques, mais parce qu'elle est un lieu où on peut s'exprimer, rayonner en tant que personne à travers son action dans la société. Je pense vraiment que notre vision est imprégnée dans la culture chrétienne.

L'ensemble des projets de développement des établissements de La Catho avoisinerait les 600 M€ d'investissement. Au-delà de la formation, devenez-vous un acteur de la Ville ?

Il est vrai que le poids économique de La Catho est important. Mis bout à bout, nos projets immobiliers identifiés actuellement sont tout à fait significatifs. C'est aussi le fait d'une convergence. Tous les grands établissements mènent leurs grands projets en même temps. C'est source d'effervescence dans le quartier, c'est vrai. C'est aussi l'opportunité d'avoir une réflexion globale sur l'avenir du quartier Vauban. La Catho est un acteur clé du quartier.

Dans quelle orientation ?

Nos projets immobiliers vont reconfigurer une bonne partie du quartier Vauban. À l'issue des travaux, le Palais Rameau sera totalement différent, l'immeuble de l'ISEN sera reconstruit, l'IESEG va réorganiser l'ancien siège de Parthenord. La Catho aura un impact direct sur la configuration du quartier. Avec la Ville de Lille, nous voulons en tirer toutes les conséquences. Qu'est-ce que cela veut dire en terme de mobilité, d'accès au quartier, d'espaces verts ? C'est ce genre de discussions que nous avons avec nos interlocuteurs depuis deux ans. Ce sont aussi des discussions sur le schéma urbain du quartier Vauban Esquermes, sur le schéma directeur des transports ou sur la contribution de La Catho aux démarches structurantes de Rev3, Lille bas carbone ou plus largement sur notre engagement sur les enjeux climatiques.

Cet aspect développement durable se traduit-il par une certaine pression du corps enseignant et des étudiants ?

Je ne parlerais pas de pression, mais plutôt d'une préoccupation et d'un enjeu forts pour eux et pour notre gouvernance. Avec la fédération, nous avons décidé d'une mobilisation pour le climat en 2022 via la signature de l'Accord de Grenoble. Tous nos établissements ont signé cet accord dans un même mouvement. Ce qui prouve la conjonction des préoccupations. Ces préoccupations nous amènent également à organiser une convention universitaire pour le climat cet automne. Une centaine d'étudiants et une cinquantaine de salariés consacreront 7 après-midis, entre octobre et décembre, aux enjeux climatiques. Ce sera un moment fort pour notre université. Ce n'est pas seulement un appel à l'engagement, il y aura aussi des décisions concrètes.

Vous vous inscrivez pleinement dans EcoPoss...

Ce n'est pas un hasard. À l'initiative de l'Université Catholique de Lille, EcoPoss se veut un événement rassembleur pour réfléchir aux futurs possibles, aux futurs souhaitables. La signature en est « Osons l'éloge du futur », suivant une intuition de Pierre Giorgini. C'est-à-dire prendre le contre-pied d'une attitude de défaitisme. Non par méthode Coué, mais en se disant qu'il est urgent d'identifier les leviers pour prendre notre futur en main. Si les chrétiens ne sont pas porteurs d'espérance, c'est un peu embêtant !

La pandémie et la crise ukrainienne affectent-elles la dimension internationale de la Catho ?

nale de la Catho ?

Nous avons toujours été très ouverts à l'international. La Catho est l'une des universités envoyant le plus d'étudiants à l'étranger et accueillant le plus d'étudiants internationaux. C'est très lié à notre positionnement transfrontalier et nos liens avec les pays européens. Nous croyons beaucoup aux vertus des rencontres interculturelles. Ce serait dramatique qu'un repli national empêche nos étudiants de rencontrer des étudiants de différentes nationalités ! Si nous voulons maintenir notre ambition, nous devons réfléchir et inventer d'autres types d'expériences internationales, telle que l'internationalisation à domicile. Avec les outils numériques, il est facile par exemple de faire intervenir un professeur américain dans un amphithéâtre Vauban sans le faire venir sur place.

Depuis la Covid, on observe un engouement renoué pour les voyages. Mais ils devront évoluer à l'avenir. Être réfléchis en prenant davantage en compte le rapport entre apport personnel et coût, notamment carbone. À travers des voyages plus longs par exemple, ou plus proches s'ils présentent les mêmes atouts.

La transdisciplinarité semble être une voie pédagogique de choix dans vos établissements. Qu'en est-il ?

C'est une chance pour La Catho d'avoir un large panel de disciplines, de compétences et de champs de recherches. La transdisciplinarité est très importante pour nos étudiants car dans leur vie professionnelle, en grande majorité, ils seront amenés à travailler dans des équipes pluridisciplinaires. Chez Junia, la fusion de HEI, ISA et ISEN marquait cette volonté de réunir les trois types de formations d'ingénieurs. L'école du numérique, lancée il y a un an au sein de la FGES, propose un programme couvrant des aspects techniques : numérique, programmation, systèmes d'information, ainsi qu'un apport de philosophie et d'éthique. À La Catho, c'est l'une de nos marques de fabrique. Nous développons également des doubles cursus, comme celui de la Fac de droit et de l'EDHEC qui mène à un double diplôme.

Un mot sur l'inflation. L'envolée des charges vont-elles impacter les frais de scolarité ?

On ne sait pas jusqu'où ira cette inflation. C'est la grande incertitude. Ce qui est sûr c'est que dans notre modèle économique, la subvention de l'Etat par étudiant est très faible. Moins de 700€ par étudiant et par an aujourd'hui, contre 1 100€ il y a 10 ans. Et il faut que nos produits, composés à 70% ou plus des frais de scolarité, équilibrent nos charges. Dans un univers avec inflation, clairement, nous serons donc amenés à la répercuter sur nos frais de scolarité. Comment ? À quelle vitesse ? Avec quelle capacité de prévision pour les familles ? Avec quels mécanismes d'atténuation et de solidarité ? Ce sont toutes ces questions que nous travaillons. ■ Recueilli par O.D. et J.K.

“ON SERA AMENÉ
À RÉPERCUTER
L'INFLATION SUR
LES FRAIS
DE SCOLARITÉ”



Le CETI nouveau est arrivé

Fini l'affichage purement technologique. Pour ses dix ans le centre européen des textiles innovants devient un champion européen de l'économie circulaire. Avec une feuille de route bien remplie.

Les heures difficiles lors desquelles il avait fallu l'intervention financière de la MEL pour sauver le soldat CETI sont bien oubliées. Le Centre Européen du Textile Innovant fête ses 10 ans avec le regard en avant et un modèle économique désormais assaini. Et un focus sur l'économie circulaire, l'éco-conception, les fibres biosourcées et les bioplastiques, sujets dans l'air du temps s'il en est. « *Nous travaillons ces thématiques depuis plus de 8 ans, avec des acteurs, des marques, des industriels. Aujourd'hui nous voulons renforcer notre leadership européen sur ces sujets* », s'enthousiasme Pascal Denizart (photo), le directeur. Un positionnement efficace, à en juger par la trajectoire de croissance enregistrée, notamment depuis l'arrivée en 2019 d'un démonstrateur de recyclage mécanique : le budget R & D a crû de 27% en

2021, et le nombre de clients grimpe en flèche : 2 en 2019 (Decathlon et Okaïdi), 20 en 2020, et 40 cette année, « *dont quatre leaders du luxe* », note le directeur du centre.

Dans un atelier récemment équipé de nouvelles machines, des bouts de filets marins en polyamides sont transformés en granules de polymères qui sont immédiatement filés sur une ligne voisine. Dans un récipient, des morceaux de masques sanitaires déchiquetés s'approprient eux aussi à être recyclés... en masques sanitaires. L'économie circulaire est le cœur du CETI newlook. Pas seulement un axe marketing, mais une nécessité vitale pour la planète, martèle Pascal Denizart avec ce calcul simple : d'ici à 2030, la population mondiale va encore croître de 20%, le besoin de nourriture va croître de plus du double avec l'élévation des niveaux de vie, et les besoins en fibres doivent croître de... 82%, sachant que 70% des fibres sont synthétiques et dérivées du pétrole. « *Le constat est alarmant, car la prise de conscience sur le sobriété au niveau des fibres n'est qu'europpéenne. On va dans le mur !* » Le CETI offre sur ce terrain une expertise unique pour trouver des solutions, jusqu'à un haut niveau d'opérabilité. Sur l'échelle de 1 à 9 du Technology Readiness Level (TRL) qui mesure le degré d'avancement d'une technologie, le CETI part de 3 pour aller à 8. « *Ce positionnement sur une échelle large d'innovation fait notre succès* », lance Pascal Denizart.

Et les exemples concrets s'accroissent :

un pantalon de chasse Décathlon Solognac en tissu recyclé, un T-shirt mêlant coton bio du Kenya et 60% de matière recyclée, des vêtements professionnels pour le leader Cepovett...

Fibre de lait

Le centre tourquennois a encore renforcé son parc machines en février dernier avec une plateforme de recyclage thermomécanique, pour un investissement de 1,2 M€, soutenu par l'Union européenne. « *Nous investissons 1 M€ en direct depuis deux ans* », se réjouit le directeur du site, qui revendique un troisième exercice bénéficiaire, pour un chiffre d'affaires de 3 M€ en 2021, et un effectif de 26 personnes, bien-

**“Notre ADN, c'est le prototype”
Pascal Denizart**

tôt 30. Le soutien annuel de la MEL et de la Région, à hauteur de 750 K€, doit fortement se réduire ces prochaines années, mais les prévisions budgétaires incluent déjà cette perspective. Avec de nouvelles pistes majeures de diversification comme la fibre dérivée de la biomasse, comme le lait ou la cellulose. Au premier septembre, le CETI va du reste lancer un projet collaboratif à partir de paille de lin oléagineux pour passer à l'échelle de pilote industriel. Intérêt : une ressource locale très abondante, aujourd'hui considérée comme un déchet, valorisable grâce à du filage par voie de solvant. Une technique utilisable pour l'ortie, le chanvre ou d'autres. L'autre axe de développement s'appuie sur une plateforme de production à la demande, pour s'affranchir de l'approvisionnement lointain, mais aussi des soldes et des dépréciations. Un projet est en cours sur la fabrication de Chambray, textile originaire de Cambrai mais devenu anglo-saxon, et qui pourrait renaître à base de coton recyclé et de lin ■ **O.D.**

En 2021, la Banque des Territoires a joué l'accompagnement de la relance

L'émanation en région de la Caisse des Dépôts, dont elle est l'un des cinq métiers, aura été au rendez-vous de la reprise l'an dernier, dans un contexte encore marqué par la Covid. Traduction concrète : une augmentation de 30% sur un an des prêts signés, à hauteur de 1,2 Md€. Permettant par exemple la construction de 6 074 logements sociaux neufs et la réhabilitation d'un peu plus de 7 700. La Banque des Territoires a accompagné neuf bailleurs sociaux avec la souscription de 145 M€ de titres participatifs. « C'est près de 15% de l'enveloppe nationale », se félicite Olivier Camau, directeur régional de la Banque des Territoires. Cette dernière aura également fléché 165 M€ de prêts vers les investissements du secteur public local l'an dernier. Parmi les projets soutenus : la reconstruction du centre hospitalier de Lens (illustration) pour lequel elle a accordé 85 M€ sur 330 M€ au total. La Banque des Territoires, ce sont aussi des investissements en fonds propres à hauteur de 44 M€ en 2021, contre 38 M€ l'année précédente. « On joue pleinement notre rôle dans l'accélération de la réindustrialisation des Hauts-de-France, martèle Olivier Camau. France Relance a réduit les dé-

Activité en forte croissance pour le bras armé de l'Etat l'an dernier. Qui espère maintenir dans le temps le soutien à l'économie, malgré une inflation faisant craindre un fléchissement des projets.



lais des prises de décisions. Beaucoup de dossiers majeurs pour le territoire comme Ynsect ont émergé. Les accompagner, selon les besoins et selon les projets, est pour nous un réel axe de développement ». Pour cette année, la Banque des Territoires envisage un engagement au moins identique à celui de 2021. En effet, son directeur régional craint

des effets du contexte inflationniste notamment sur les projets des bailleurs et des collectivités. « On ne connaît pas encore l'impact de l'inflation, de la hausse des taux et de la flambée du prix des matières premières ». Mais Olivier Camau se veut rassurant : « nous trouverons les moyens contra-cycliques pour maintenir l'activité économique » ■ J.K.

Réindustrialisation : lever les verrous des projets stratégiques

Face au défi d'une réindustrialisation rapide et massive de la région, la Banque des Territoires veut aplanir les obstacles.

La réindustrialisation est devenue une priorité nationale. Malgré la multiplication des dispositifs et des fonds de soutien, subsiste encore une « grey zone », un espace du risque dans lequel de nombreux projets industriels se perdent. Sa position est connue : juste entre la preuve du concept, le démonstrateur, et l'usine. « C'est un moment stratégique, où la start up doit prouver sa capacité à développer un process industriel à grande échelle permettant de produire au juste prix. Elle doit disposer de contrats de commercialisation à long terme, des

« off-take », alors que les industriels hésitent à s'engager sans avoir validé l'ensemble du process », souligne Olivier Camau. Une sorte de cercle vicieux en somme, particulièrement prégnant dans les secteurs émergents, tels les protéines à base d'insectes ou les batteries pour véhicules électriques pour ne citer que deux exemples régionaux. Heureusement, depuis quelques années, la puissance publique semble avoir changé de logiciel. Et l'Etat de pratiquer désormais un interventionnisme mesuré, laissant les acteurs privés jouer leur propre partition, et renouant ainsi avec

son rôle de planificateur. Ce fut le cas dans la Somme, où la Banque des Territoires a assuré le portage des murs de l'usine Ynsect, spécialisée dans la production de protéines à base d'insectes, permettant à l'entreprise « de concentrer ses levées de fonds et de mobiliser ses fonds propres sur le process et la R&D », selon Olivier Camau. Idem à Dunkerque, choisi par Verkor pour y implanter sa gigafactory de batteries électriques. « Dans ce cas, nous accompagnons la phase d'étude, la maîtrise d'œuvre jusqu'au pré-projet. L'objectif est de réduire au maximum les délais et de n'avoir plus qu'à enclencher la construction de l'usine lorsque les donneurs d'ordres seront prêts. Notre objectif est de ne pas réitérer sur ces sujets stratégiques les erreurs commises par le passé dans certains domaines, le photovoltaïque par exemple », insiste le directeur ■ G.R.

Grand Hainaut

La CCI entre proximité et grands projets

La CCI Grand Hainaut joue l'intelligence collective pour dégager des synergies avec les intercos. Avec un mot clé réaffirmé, le terrain.

Ce n'est pas un secret, les CCI ont perdu une grosse partie de leur ressource fiscale ces dernières années. « *La CCI a des moyens financiers limités, mais pas intellectuels !* », rétorque le président de la CCI Grand Hainaut, Bruno Fontaine, reparti pour un nouveau mandat. Avec une volonté affirmée de se rapprocher davantage des territoires. La Chambre vient de se doter de deux commissions territoriales, sur la Sambre-Avesnois, sous la houlette de Hélène Cattelot, et le Cambrésis, pilotée par Charles Blangis. « *C'est incarné. Et on a remis en route les animations qui vont bien* », décrit l' élu consulaire qui souligne que si le « back-office » a toute sa vocation à être centralisé pour des raisons de coût et d'expertise, le « front-office » doit occuper le terrain. Y compris pour l'international ou encore Rev3, que les territoires « *doivent s'approprier* ». Plusieurs gros projets autour de l'hydrogène sont en vue dans le Hainaut, qu'il s'agisse de l'usine verrière AGC à Bousois, avec une centrale solaire qui pourrait générer de l'hydrogène vert, mais aussi un projet à 200 M€ et un troisième dans le sud du territoire, pour 50 M€. La CCI pilote la mise en place d'une boucle de consommation locale d'hydrogène, au titre du programme Territoires d'industries. Pour nourrir aussi des projets plus modestes, elle prépare l'implantation d'un accélérateur Rev3 à Maubeuge cette année, avec pour objectif d'accompagner 30 dossiers. Chambre d'industrie, mais aussi de commerce : outre l'accompagnement à la digitalisation (lire ci-contre) pour aider les petits commerçants, la CCI s'ac-

tive pour dynamiser le commerce de centre ville. Elle a mis en place une foncière il y a deux ans, destinée à acquérir des pas de porte à Valenciennes, la ville lui déléguant son droit de préemption. L'objectif est de réaliser un minimum de 20 opérations. « *Pour faire remonter une rue, il faut bouger seulement 7 à 8% des commerces* », plaide le président de la CCI. Des initiatives similaires sont en vue sur Maubeuge et sur le Grand Hainaut. Un livre blanc dédié au commerce du Grand Hainaut doit par ailleurs être publié dans les six mois. La CCI accompagne aussi les grands projets du territoire. Logistique, avec l'essor du fluvial, et un port intérieur de Saint-Saulve qui est déjà le numéro quatre français en nombre de conteneurs. « *Il y a encore du potentiel, mais on doit se renforcer en manutention* ». Se prépare aussi l'arrivée du canal Seine Nord pour lequel la gouvernance des futures

Une marketplace pionnière

La CCI a suscité depuis cinq ans une place de marché numérique pour pousser les commerçants vers le commerce en ligne. Déjà 250 commerçants du Valenciennois ont sauté le pas, représentant un volume de 20 000 produits référencés, avec une montée en puissance pendant la crise sanitaire. La CCI pilote toute l'animation marketing, via une association et ses cinq salariés, qui se finance par les cotisations des commerçants. La livraison se fait à vélo et gratuitement sur le territoire. Certains commerçants auraient déjà réussi ainsi à multiplier leur chiffre d'affaires par deux voire trois. Pour déployer plus largement l'outil, la plateforme « *Mes commerçants du Grand Hainaut* » compte désormais proposer aux commerçants intéressés, mais pas prêts à développer une offre web, de le faire à leur place. « *Mais ce ne sera pas le même tarif !* », sourit Bruno Fontaine.

plateformes reste à construire, sous le pilotage de la Région aujourd'hui. Ferroviaire aussi, l'une des forces du Valenciennois, avec une bataille pour obtenir la réalisation du dernier barreau pour desservir Mons en fret. « *Aujourd'hui, c'est inscrit dans tous les plans français et belge* », veut croire Bruno Fontaine.

La formation est l'autre grande priorité consulaire. A travers Tertia (1000 apprentis), Ingenia (école d'ingénieurs en alternance), et les trois écoles Rubika et leurs 1000 étudiants à Valenciennes. Après Montréal, l'Inde et le Kenya, Rubika vise le Vietnam. Devenue association, elle peut désormais se prévaloir d'un diplôme visé de l'Etat, qui lui permet pour la première fois d'apparaître dans Parcoursup ■ O.D.





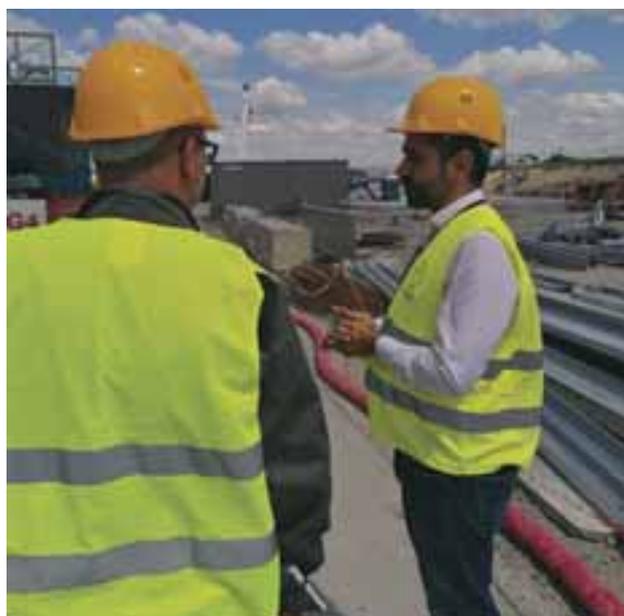
LES PÉPITES DE L'ÉCO DES HAUTS-DE-FRANCE



ECO121 VOUS PROPOSE UNE VISITE GUIDÉE DE NOS BELLES ENTREPRISES RÉGIONALES



Aujourd'hui, **Antoine Hubert**, le PDG du groupe Ynsect, nous emmène à la découverte du chantier de sa future usine d'Amiens. Une véritable ruche où des centaines d'ouvriers travaillent à créer la plus grande ferme d'insectes d'Europe, voire du monde, d'ici l'automne 2023.



Scannez ce QR code et partez à la découverte d'un pionnier mondial de la protéine d'insectes
Une réalisation sonore Hikari





Le Campus Cyber lillois ouvrira à l'automne

Près de deux ans après l'annonce de sa création, le Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole voit enfin le jour au sein du bâtiment Wenov (photo) sur le parc d'Euratech, aux manettes de cet ambitieux projet. Ce haut lieu dédié à la cybersécurité - qui se rêve en référence européenne dans le domaine - ouvrira les portes de ses 3 000 m² à l'automne. Dès lors, Euratech présentera et accompagnera la toute première promotion du Campus Cyber, qui sera présentée courant septembre à l'issue de l'appel à projets lancé mi-juin. Jeunes pousses, créateurs et porteurs de projets autour de la cybersécurité et de la cyberdéfense bénéficieront d'un accompagnement spécifique à la sauce Euratech. Qui entend bien « faire émerger les champions de demain ».

Par ailleurs, le campus débutera son activité avec le Centre national de formation cyber du ministère de l'Intérieur. 600 policiers et gendarmes y seront formés chaque année.

Saint-Sauveur : à nouveau sur les rails

En octobre dernier, le tribunal administratif de Lille annulait le projet d'aménagement de la friche Saint-Sauveur. Donnant ainsi raison aux associations contestataires. Conséquence : le gel du projet, sa piscine olympique, ses 2 500 logements et son parc imaginés par la MEL et la Ville de Lille.

A l'arrêt depuis maintenant quatre ans, le dossier revient aujourd'hui en enquête publique sur la table du préfet. La MEL a en effet relancé une demande d'autorisation d'aménagement de l'ancien site ferroviaire avec un projet inchangé mais à la présentation enrichie. Enfin la libération ?



Hydrogène : bientôt un réseau de transport franco-belge ?

Les opérateurs de transport de gaz GRTgaz et le belge Fluxys s'associent pour le lancement d'un appel au marché en vue de créer un réseau de transport par canalisation d'hydrogène bas carbone transfrontalier. L'infrastructure se situerait entre Valenciennes et Feluy en Belgique, soit sur une distance de 70 km. Au-delà de la connexion des projets de production et de consommation d'hydrogène décarboné en émergence sur le territoire, ce réseau vise surtout à constituer la première étape d'une « dorsale européenne de l'hydrogène ». « L'infrastructure s'inscrit en cohérence avec la vision du European Hydrogen Backbone promue par une trentaine d'opérateurs européens de transport de gaz pour assurer la sécurité d'approvisionnement des consommateurs et la création d'un marché commun européen », soulignent GRTgaz et Fluxys.



Accélérateur en quartiers prioritaires

Le réseau BGE Hauts-de-France et Bpifrance lancent à Lille une expérience pilote d'accélérateur pour TPE issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'accélérateur Croissance TPE Lille veut donner une chance supplémentaire à 15 entreprises (d'au moins trois ans d'existence, moins de dix salariés et moins d'1,5 M€ d'activité) au fort potentiel de développement. Elles se verront offrir un parcours d'excellence de 9 mois, incluant des ateliers de financement, du coaching individuel, et une mise en réseau. Bpifrance finance l'opération.

Une levurerie plus verte pour Lesaffre au Brésil

Le major mondial de la fermentation va ouvrir en 2024 une nouvelle usine de levure dans la région de Sao Paulo, dont le procédé de production fera très largement appel aux principes de l'économie circulaire. Lesaffre implantera ainsi sa première unité de production dans le premier marché d'Amérique latine, pour un investissement non dévoilé. Lesaffre a conçu son projet dans une logique d'économie circulaire en association avec une entreprise locale, Cocal, productrice de canne à sucre, sucre, éthanol, énergie électrique et biogaz. Cocal fournira à Lesaffre l'énergie et les matières premières nécessaires au processus de production, tandis que le groupe nordiste lui fournira la vinasse pour sa production de biogaz et pour enrichir les champs de canne à sucre. Lesaffre compte 11 000 salariés dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros.



Dupont Restauration complète son maillage francilien

Le groupe de Libercourt, numéro cinq français de la restauration collective, acquiert la société Armor Cuisine, un acteur francilien qui compte deux cuisines centrales à Coulommiers et à Bobigny. Elles totalisent 25 000 repas quotidiens, avec 75 salariés, pour un chiffre d'affaires de 11 M€. Cette acquisition complète harmonieusement les positions de Dupont Restauration en région parisienne, sept ans après avoir acquis plusieurs structures totalisant 3 cuisines centrales mais dans l'ouest de la capitale. Dupont Restauration compte 3 400 salariés pour un volume d'affaires de 250 M€.



Vade lève 28 M€ pour accélérer à l'international

Avec le développement du télétravail et la guerre en Ukraine, les messageries et communications professionnelles doivent faire l'objet d'une sécurité maximale face aux menaces. Vade, basé à Hem, est considéré comme pionnier mondial de la cybersécurité. Au vu de la dynamique du marché de la sécurité de l'email (6,8 Mds\$ d'ici 2025), l'entreprise de Georges Lotigier (photo) entend maintenir son leadership et poursuivre son expansion internationale, tout en optimisant son offre. Tout un programme qu'elle nourrit avec sa toute dernière levée de fonds de 28 M€ réalisée auprès de Tikehau Ace Capital, Auriga Partners et l'État via French Tech Souveraineté (France 2030) piloté par Bpifrance. Vade emploie 200 salariés et prévoit d'en recruter 80 de plus d'ici fin 2022.



SDMG reprend Les Ateliers Nollet et Chrono Laser

Coup double pour la société familiale de Linselles SDMG. Ce fabricant de pièces mécaniques fonctionnelles de précisions pour la sidérurgie, la chimie ou l'agroalimentaire vient de racheter Les Ateliers Nollet (fabrication de pièces en métal de moyennes séries) et Chrono Laser (expert en découpe laser de tôles), tous deux basés à Lys-lez-Lannoy. L'opportunité pour SDMG d'étendre son savoir-faire et proposer des solutions clés en main à ses clients. Soutenue par Nord Croissance (Groupe IRD) et Finorpa, l'opération donne naissance à un groupe nordiste de 50 techniciens pour 8 M€ de chiffre d'affaires.



Hiolle Industries mise gros sur la maintenance ferroviaire

« **L**a Région a le choix de confier à d'autres que la SNCF le rétrofit des trains. Hiolle Technologies vise 50 M€ de chiffre d'affaires sur ce marché ». Véronique Hiolle, présidente du directoire du groupe éponyme, justifie aisément le gros investissement réalisé sur le site historique de Hiolle, avenue Macarez à Valenciennes. Une ancienne friche de Vallourec (encore!) de 40 ha, reprise en 1976 par Jean-Michel Hiolle, dans un pari plus qu'audacieux, mais payant : Hiolle Industries est devenu aujourd'hui une belle ETI de 950 salariés (dont 200 au Maroc), cotée en bourse, pour un chiffre d'affaires de 90 M€, dont 70 % dans le ferroviaire et l'aéronautique.

Hiolle a de longue date déployé une activité de logistique et de maintenance ferroviaire légère sur un autre site voisin, à Trith-Saint-Léger, qui accueille 175 voitures de métro, un TGV complet et des locomotives.

Estampillé France Relance

C'est pour pousser plus loin l'avantage dans la maintenance ferroviaire et le rétrofit (modernisation complète) que le groupe vient de réaménager un vaste bâtiment de 8 000 m², avec un embranchement ferroviaire en trois voies et une capacité de traiter concomitamment deux rames complètes sur 250 mètres linéaires chacune, avec des fosses et quatre ponts roulants dont deux d'une capacité de 25 tonnes. « Trente ans plus tard, on transforme

Valenciennes. Le groupe investit 7 M€ dans un centre d'excellence ferroviaire sur son site historique. Un pari qui vise à offrir une alternative en vue de l'ouverture des TER à la concurrence.

encore le site pour bâtir le groupe Hiolle de demain », se réjouit le fondateur Jean-Michel Hiolle.

L'investissement divisé entre Hiolle Technologies et Hiolle Immobilier, atteint plus de 7 M€ dont 5 M€ en matériel. Il est estampillé France Relance et bénéficie à ce titre du soutien des pouvoirs publics. Valenciennes Métropole, l'Agence de l'Eau, le conseil régional apportent leur obole.

Quelles perspectives ? Franck Dhersin, vice-président du conseil régional Hauts-de-France en charge du ferroviaire, y répond lui-même : « Le refit ici m'intéresse. Aujourd'hui, j'ai le choix entre la SNCF... et la SNCF ! Je suis particulièrement content de savoir que j'aurai bientôt le choix ». Or les enjeux sont énormes puisque une première tranche de reconditionnement de 150 rames vient de faire l'objet d'un appel d'offres. « Et j'ai encore deux tranches de 150 rames derrière ! », souligne l'élu régional. Sans compter le potentiel des autres régions.

50 emplois dans les quatre ans

Outre cet investissement matériel, Hiolle pousse les feux dans les ressources humaines, avec la prise de contrôle de la petite société ProFormation (15 salariés) il y a un mois et la création d'une « Hiolle Academy ». Car la question des compétences est particulièrement aiguë dans le secteur ferroviaire, avec une constante montée en qualification de la maintenance, et des recrutements constants, de l'ordre de 20 à 30 postes par an. La création du centre d'excellence ferroviaire devrait quant à lui s'accompagner de la création de quelque 50 emplois dans les quatre ans, promet Véronique Hiolle ■ **O.D.**

“Aujourd'hui j'ai le choix entre la SNCF... et la SNCF !”

Franck Dhersin

Jean-Michel Hiolle, fondateur, et sa fille Véronique, présidente du directoire



Le groupe en bref

Hiolle dispose d'un large panel d'activités à travers quantité de filiales dont : Amodiag Environnement (ingénierie environnementale) à Valenciennes, Apegelec (robotique), Thermival (transformation des métaux et alliages) à Saint-Quentin, Graff (construction métallique et ouvrages chaudronnés complexes) à Fameck (Moselle), Hiolle Technologies (solutions électrotechniques sur mesure), OCAM (câblage embarqué) en Bretagne, Hiolle Logistique à Trith-Saint-Léger, Rhea Electronique (solutions électroniques sur mesure) à Erquinghem-Lys, ou encore TEAM (offre industrielle globale) à Valenciennes, et désormais Pro Formation (formation) également à Valenciennes.



LMK Energy veut accélérer avec son bois torréfié

Mazingarbe. L'entreprise de la filière bois-énergie entend intensifier sa torréfaction de biomasse et accélérer sa commercialisation. Une activité unique au monde destinée aux chaufferies urbaines, avant celles des industriels.

Elle n'a que 12 ans et déjà tout d'une grande. Spécialisée dans la production et la distribution de pellets de chauffage, LMK Energy s'est lancée il y a cinq ans, dans la production de « charbon vert ». Un combustible obtenu par la torréfaction de biomasse. A Mazingarbe, l'entreprise dispose d'une colonne de torréfaction avec laquelle elle chauffe progressivement, jusqu'à 250°C, des résidus de bois de l'industrie forestière ou agricole. A l'issue de ce circuit, LMK Energy obtient des plaquettes de bois torréfié utilisées pour les chaufferies urbaines. Un procédé est breveté et unique au monde sur lequel Franck Lavarde, dirigeant fondateur, mise gros pour porter LMK Energy à une autre échelle. La première colonne de l'entreprise a une capacité annuelle de 20 000 tonnes. Franck Lavarde entend mettre les bouchées doubles avec l'installation d'une seconde colonne. Dans son viseur à court-moyen terme : le marché des industriels. Les débouchés potentiels sont nombreux : hormis le chauffage, le bois torréfié de LMK Energy peut aussi remplacer les pesticides, être utilisé comme

matériau composite voire être transformé en biocarburant. « Les caractéristiques de ce charbon vert sont multiples. C'est la meilleure alternative au charbon fossile pour produire de la chaleur et de l'électricité. Le bois torréfié présente une densité énergétique supérieure, un très faible taux d'humidité, une broyabilité améliorée et est imputrescible », défend Franck Lavarde.

Développement sous licence

A terme, ce Nordiste de 55 ans compte vendre sa technologie sous forme de licence. « Une gigafactory de bois tor-

réfié n'aurait pas de sens dans notre région car nous n'avons pas le gisement nécessaire. Mais ailleurs, en France et dans le monde, c'est tout à fait envisageable. De plus, on sait que notre modèle est rentable ». Une ambition largement soutenue par ses actionnaires, les historiques Finorpa et Nord Croissance, ainsi que Rev3Capital, entré au capital en 2019. « Sans eux, on n'en serait pas là aujourd'hui, c'est évident. » Le développement et la mise au point de la technologie de LMK Energy ont déjà nécessité 12 M€ au total (dont plus de la moitié injectée par le dirigeant), à raison d'1,5 M€ par an environ. En 2022, Franck Lavarde vise 17 M€ de chiffre d'affaires, soit 50% de croissance sur un an. En grande partie portée par l'activité historique de pellets. LMK Energy emploie 25 salariés et « pourrait rapidement monter à 35 personnes. » ■ J.K.

Rev3Capital : 30 M€ investis depuis l'origine

Pour Philippe Vasseur, président de la communauté Rev3, « LMK Energy est un cas exemplaire de ce que l'on veut faire avec Rev3Capital. » Né en 2015 sous le nom Cap3RI, ce véhicule d'investissement public-privé vise à accompagner les entreprises dans le développement d'activité plus responsable grâce aux nouvelles formes d'énergie. Depuis son lancement, 30 M€ ont été investis, annonce Christophe Deldycke, président du Comité d'orientation et de surveillance de Rev3Capital et du directeur de Turenne groupe. « On a un temps d'avance en Hauts-de-France, dit-il. Alors capitalisons sur ce que nous avons fait pour amplifier ! » A ce jour, outre LMK Energy, le fonds accompagne une dizaine d'autres entreprises régionales parmi lesquelles Tiamat, Log'S, Gazonor, Drekan ou encore Wizpaper.

Rapidhome ouvre sa troisième usine dans le Cambrésis

Raillencourt-Sainte-olle. Le numéro trois français du mobile home, qui fait face à une demande énorme, investit « lourdement » dans une unité qui doit générer 120 emplois à terme.

Une demande deux fois supérieure aux capacités de production : c'est l'équation à laquelle est confrontée Rapidhome, tout comme ses confrères. La société assemble des mobile homes dont les prix s'étagent entre 30 et 70 K€, vendus essentiellement aux établissements de camping. Après un trou d'air pendant la crise sanitaire, la tendance du tourisme de proximité ne se dément pas, et avec elle le besoin galopant des campings pour ces produits très demandés. Résultat : les deux usines actuelles du groupe familial, à son siège de Mayenne, et dans le Lot-et-Garonne, n'y suffisent pas, malgré leur production prévue de 3 500 unités cette année. La demande est telle que l'entreprise prend des commandes jusqu'en 2024... Avec en parallèle une inquiétude du secteur sur la hausse des matières premières voire sur des pénuries dans le domaine du bois et du métal.

Le numéro 3 français du secteur emploie 300 salariés mais ne révèle pas son chiffre d'affaires. Il n'indique pas non plus le montant de l'investissement nécessaire à son implantation dans le Cambrésis, dans l'ancienne usine Life Plastic, sur 10 000 m². « C'est un investissement lourd, de quelques millions d'euros », concède auprès d'Eco121 Jérôme Housseau, directeur général de l'entreprise, qui annonce que son groupe envisage aussi d'ajouter une ligne de production à Mayenne, permettant de produire 1 000 unités de plus par an. Sur la zone Actipole de Cambrai, le site produira 1 500 modules par an, et de-



Le site nordiste produira 1 500 modules par an.

vrait générer 120 emplois à terme. Il s'agit pour l'entreprise à la fois de mieux desservir le Nord de la France mais aussi l'export à commencer par le Benelux, mais aussi la Suède. L'ambition affichée est d'entrer en production dès le mois de novembre, avec une équipe de 30 à 40 salariés. Les premiers recrutements ont débuté, avec une phase de formation de quatre semaines organisée au siège de Mayenne « pour apprendre le métier » ■ **François Prillieux**

Nation Literie produira un lit 100% Hauts-de-France (ou presque)

Aisne. Le fabricant historique de matelas a développé un nouveau modèle de lit, entièrement recyclable, car produit à partir de matériaux naturels de la région.

Nation Literie, le spécialiste picard de la fabrication de sommiers et matelas implanté dans l'Aisne depuis 1946, ne compte pas se coucher devant les industriels du secteur qui importent leurs produits de pays low-cost. Surfant sur la vague du local, la PME, qui emploie une quarantaine de personnes sur ses deux sites de Coincy-l'Abbaye et de Fère-en-Tardenois, vient de présenter le premier lit entièrement conçu à partir de matériaux des Hauts-de-France. Baptisé G901, ce modèle est produit à partir de peupliers et de chênes provenant du Tardenois, de laine du village de Noyales, ou encore du lin tissé à Godewaersvelde, dans le Nord. Au final, seul le latex naturel du matelas est importé. « Trouver la matière première n'a pas été facile », explique

Elie Gamblin, directeur général. Nation Literie a notamment dû trouver les rares entreprises encore capables de laver puis de carder la laine. « Heureusement cela a été plus facile pour le lin qui connaît un retour en grâce depuis près de dix ans », poursuit-il. Avec ce projet, Nation Literie entend séduire une clientèle soucieuse de l'impact de ses achats sur l'environnement, mais aussi de leur composition. « Se fournir et produire exclusivement dans une région permet de garantir la traçabilité et la recyclabilité des produits, ce qui est très rare dans le secteur de la matelasserie », affirme le dirigeant. Le G901 sera ainsi distribué exclusivement dans le réseau de six magasins de la PME, à Paris notamment. Produit 100% made in Hauts-de-France, ce lit s'adresse évidemment à



Le lit "G901" sera vendu 2 400 € en largeur 140.

une clientèle aisée, son prix de vente étant fixé à « 2 400 € en largeur 140 », selon le directeur général de l'entreprise qui réalise entre 5 et 10 M€ de chiffre d'affaires annuel ■ **Guillaume Roussange**

Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100 % régional au contenu 100 % régional.

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr

64,90€
PAR AN



Éco121

Le magazine des décideurs économiques des Hauts-de-France

En kiosque : 6,90 €

Sarbec double ses capacités et appuie encore sur le décarboné

Neuille-en-Ferrain. Le groupe familial de cosmétique met en route un investissement de 25 M€ sur son site nordiste. 150 emplois supplémentaires en vue.



Sarbec en bref

- 3 sites de production en France (Neuille-en-Ferrain, Roanne, Deauville) et un en Pologne (Poznan)
- 700 salariés
- 10 filiales
- Présence dans 60 pays
- Chiffre d'affaires : NC
- R&D : 4% du chiffre d'affaires
- Marques propres (58% du CA): Corine de Farme, Evian (brumisateurs), Inessance, Jacomo (parfums), Quicknet et Aseptonet (désinfection)

Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit ». Eric Jacquemet reprend ce fameux proverbe peu prisé des journalistes pour justifier une discrétion certaine sur les enjeux économiques de Sarbec, l'entreprise familiale qu'il dirige. Ce qui n'a pas empêché pas le challenger nordiste dans un univers de majors mondiaux d'ouvrir à la presse les portes de son usine de Neuville-en-Ferrain le 21 juin dernier. La raison ? Un investissement majeur qui permet de porter la capacité du site de 80 à 160 millions de produits par an, et celle du groupe (qui compte deux autres usines en France, à Roanne et Deauville, et une à Poznan en Pologne, à 250 millions de produits. Un enjeu volumétrique sur un marché tonique où Sarbec joue crânement sa carte, y compris à l'international où il réalise 45% d'un chiffre d'affaires dont nous ne saurons pas le montant. Au terme de deux années de travaux, l'usine aura double sa surface à 50 000 m² et implanté huit nouvelles lignes de production : cinq en conditionnement cosmétique, trois en lingettes, et une forte augmentation de la production d'éco-recharges, le tout dans un site profondément remanié jusqu'aux sols. « On a transformé l'usine sans arrêter la production », se félicite Abdelmojib Kaman, directeur de l'usine.

Flacons 100% biosourcés

Ces nouveaux équipements devraient permettre à l'usine de monter en régime progressivement, d'ici à 2025, et de générer quelque 150 emplois, annonce Eric Jacquemet. L'effectif du groupe est aujourd'hui de 700 personnes dont 320 à Neuville-en-Ferrain.

Mais au-delà des investissements capacitaires, Sarbec apporte aussi une double innovation majeure : la fabrication de flacons 100% biosourcés, et un flacon dont le poids est réduit de 25%, et qui se comprime comme un tube. Mieux, c'est sur place que l'entreprise les fabrique, au sein d'un atelier intégré d'extrusion-soufflage implanté depuis de nombreuses années : Sarbec produit elle-même ses flacons au

Le poids du nouveau flacon 100% bio sourcé est réduit de 25%



plus près du conditionnement, permettant un flux direct sans transporter des flacons vides. Cette gamme de flacons sera réservée pour la marque phare de Sarbec, Corine de Farme, et sera commercialisée à partir de septembre. Le flacon utilise des polymères issus d'huile végétale recyclée, et est lui-même intégralement recyclable. La réduction du poids offre en outre un très grand intérêt à l'heure où les matières premières connaissent des flambées tarifaires que le groupe est du reste contraint de répercuter dans ses prix. Elle permet aussi d'économiser 1 800 tonnes de CO₂ par an, annonce l'entreprise.

L'investissement industriel de Sarbec s'accompagne en outre de gains de productivité qui se traduisent entre autres par une baisse de 20% de la facture énergétique.

Le groupe vise du reste la neutralité carbone à l'horizon 2050 ■ **O.D.**

Assistance digitale : Helpline veut créer 300 CDI cette année

Marcq-en-Barœul. Avec une activité en pleine croissance, dopée par la crise sanitaire, l'ETI entend employer au total 600 personnes en région fin 2022 et réaliser, elle l'espère, 24 M€ de chiffre d'affaires.

Sept ans après son arrivée en région, le leader européen de l'expérience utilisateur Helpline est déjà à l'étroit. Installé au Business Park de Marcq-en-Barœul, l'entreprise est spécialisée dans le support et l'assistance digitale aux entreprises sur-mesure — de la logistique à l'infrastructure informatique, en passant par les services desk. Plus concrètement, Helpline assure le bon fonctionnement des logiciels d'encaissement, de gestion des cartes de fidélité ou des flux en entrepôts logistiques. Parmi ses clients, citons l'enseigne nordiste de vêtements pour enfants Tape à l'Oeil, Midas, Leroy Merlin ou encore McDonald's.

L'ETI est sur un marché particulièrement dynamique. « La pandémie nous a offert un nouvel essor puisque nos

clients ont fait face à l'arrivée de nouveaux usages numériques pour poursuivre leur activité », confirme Yoann Impellizzeri, directeur régional Nord d'Helpline. Pour répondre à la demande, son entreprise a créé 90 emplois l'an dernier. Elle doublera ses effectifs cette année pour atteindre les 600 salariés en région. En parallèle, au sein de son école interne, Helpline souhaite former et accompagner la reconversion professionnelle d'une soixantaine de personnes, éloignées de l'emploi et sélectionnées par Pôle Emploi ou les agences d'intérim. L'« Institut Helpline » a permis la reconversion d'une centaine de ses actuels salariés ces deux dernières années.

Pour accueillir la vague de recrutements annoncée, Helpline a dû pousser les murs. Ses locaux ont gagné près de



2 000 m2 supplémentaires pour atteindre les 3 300 m2 au total. 70% des effectifs d'Helpline sont sur site. Ceux restants sont intégrés au sein des équipes des clients. Après ses 18 M€ de chiffre d'affaires de l'an dernier, l'antenne nordiste du groupe basé à Nanterre lorgne les 24 M€ fin 2022 ■ J.K.

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !

INFOS 03 55 33 21 05

1 AN
64,90€

Éco121

BULLETIN D'ABONNEMENT



OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

1 an (10 n°) au prix de **64,90€**

2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

☛ **Abonnement multiple :** nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse

Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM

PRÉNOM

SOCIÉTÉ / ORGANISATION

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉL.

E-MAIL

Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue
de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

Ghislain Lesaffre s'offre les chicorées Leroux

Orchies. Le leader mondial de la chicorée pure passe sous contrôle de l'ancien Pdg de Chocmod, récemment cédée. 10 M€ d'investissements en vue.

Le modèle original de société sous statut associatif a vécu. La société historique des chicorées Leroux, à Orchies, est rachetée par Ghislain Lesaffre, pour un montant non dévoilé. Ancien dirigeant associé de Chocmod, cédée fin 2021 à Cerea, ce dernier met la main sur ce fleuron régional dont il veut accélérer le développement, sous un statut plus adapté. Il annonce un programme d'investissement de 10 M€, pour développer de nouveaux segments, pénétrer de nouveaux marchés notamment dans l'ingrédient pour l'alimentation animale.

Membre de la famille industrielle Lesaffre, groupe né en 1853, c'est bien à titre personnel que Ghislain Lesaffre prend la main de cette autre entreprise née presque en même temps (1858), et aux valeurs familiales même si la famille historique n'était plus aux ma-

nettes depuis fort longtemps.

Leroux emploie aujourd'hui 120 salariés pour un chiffre d'affaires de quelque 30 M€ l'an dernier, et travaille en partenariat avec environ 200 exploitants agricoles dans les Hauts-de-France. L'effectif sera non seulement préservé mais les dirigeants annoncent même des recrutements - sur des postes qualifiés en phase avec les nouveaux projets de déploiement de Leroux.

Olivier Hermand garde la direction de l'entreprise dont la présidence passe en revanche à Ghislain Lesaffre, pour former un duo opérationnel. « *Il s'agit d'un moment clé pour Leroux. Ce nouvel élan, après deux années consécutives de croissance, vient accompagner à la fois notre stratégie et nos ambitions pour l'entreprise* », commente Olivier Hermand.



Ces dernières années, Leroux avait surtout axé son développement sur les gammes bio, une orientation encore renforcée il y a quelques mois avec la commercialisation d'une gamme de chicorée torréfiée en grains bio, supposée à la fois rajeunir l'âge moyen du consommateur de chicorée et chercher de nouveaux amateurs notamment urbains ■ **François Prillieux**

Le belge Verbau implante sa première unité française dans la Somme

Estrées-Deniécourt. Le fabricant de desserts industriels va investir 7 M€ pour fabriquer biscuits et confitures. Il souhaite capitaliser sur le made in France pour se développer en Europe.

La Somme exerce visiblement un certain tropisme sur les industriels belges. Quelques semaines seulement après l'annonce de la création de l'usine de frites d'Ecofrost à Péronne, une autre PME familiale a choisi de traverser la frontière et de s'installer dans le département. En l'occurrence, Verbau, un spécialiste de la fabrication de mœlleux au chocolat, verrines et autres petits pots de crèmes dessert, qui va investir 7M€ sur l'ancienne friche Panavi d'Estrées-Deniécourt (80), à l'est du département. Cette première unité française doit permettre à l'industriel d'optimiser son organisation en « *regroupant une partie de ses activités sur un seul et unique site et de disposer ainsi d'un hub de stockage et distribution* », a indiqué l'entreprise, qui ne communique ni ses effectifs précis, ni son chiffre d'affaires.

Basée à Leuze-en-Hainaut, non loin de Tournai, celle-ci explique cependant que le projet, soutenu par les collectivités territoriales et Agro-Sphères, l'association des professionnels régionaux de l'agroalimentaire, va contribuer à son développement en Europe. Verbau compte en effet « *capitaliser sur la valeur du label made In France* » pour accroître la pénétration des marchés français et européens », où elle est déjà présente, de même qu'en Amérique du Nord, en Australie et en Asie.

Dans ce cadre, le choix d'Estrées-Deniécourt s'avère stratégique. Situé à une heure du siège belge, il bénéficie d'une excellente desserte autoroutière, à proxi-



mité immédiate des grands bassins de consommation. Selon le calendrier annoncé, l'installation de l'activité biscuiterie et de confitures, débutée en mai, se poursuivra cet été avec les desserts cuits. « *Courant juillet, l'ensemble du déploiement des outils de production sera finalisé sur le site* », annonce Thomas Belle, directeur général de Verbau France. Une fois son rythme de croisière atteint l'usine emploiera une soixantaine de personnes, à l'horizon 2025 ■

Guillaume Roussange

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Eco-hôtes

Concilier plaisir et éthique. Au cœur du parc naturel régional de l'Avesnois, à Sains-du-Nord, la maison d'hôtes Aubépine met un point d'honneur à promouvoir un tourisme durable. Pour un respect toujours plus fort de l'environnement, l'établissement a listé une dizaine d'axes d'amélioration de sa démarche : formation en cuisine durable, matériel de nettoyage à la vapeur sèche, communication sur ses écogestes sous forme de tableaux artistiques, végétalisation de la façade... tout un programme largement soutenu par le Fonds Tourisme Durable de l'ADEME, qui finance 80% des 9 000€ de dépenses.

Colombier vertueux

Diminution de l'empreinte carbone de ses événements, réduction des déchets, exploitation de son verger... A Saint-Léger-en-Bray, près de Beauvais, le Domaine du Colombier entend préserver le plus possible son écrin de verdure de 4 ha. Sa dirigeante Céline Rodrigues a sollicité l'ADEME pour l'aider à accentuer sa démarche RSE. Installation d'un composteur pour les 4 gîtes du Domaine, installation d'un abri vélo et achat d'un vélo cargo ou encore achat d'une bâche à bulles pour conserver la chaleur de l'eau de la piscine. Le Fonds Tourisme Durable finance 62% de la facture globale, s'élevant à 19 000 € environ.



OT Picardievverte

Tourisme et changement climatique : il faut anticiper !

Le tourisme constitue un secteur économique majeur en Hauts-de-France : pas moins de 70 000 emplois, 5% du PIB et 6 Mds € de recettes. Comment sécuriser ce secteur face aux risques induits par le changement climatique ? L'ADEME a mené un accompagnement expérimental sur plusieurs sites touristiques parmi les plus importants de notre région pour mieux appréhender les impacts potentiels de ces bouleversements du climat : le parc Asterix, la baie de Somme (sur plusieurs pôles), le parc d'Olhain ou encore le village de Gerberoy dans l'Oise (photo), classé parmi les plus beaux villages de France. Autant de lieux à forte densité de flux, et qui doivent anticiper les épisodes climatiques extrêmes qui vont se multiplier, à l'instar de la dernière canicule. « Notre étude montre que le parc Asterix pourrait passer de 7 jours de vagues de chaleur par an à 23, voire jusqu'à 32 selon les scénarios, à l'horizon 2050 », pointe Eliane Metreau (eliane.metreau@ademe.fr), chargée de mission de l'ADEME. « On s'aperçoit que s'adapter au changement climatique a un coût, mais que ne pas s'y adapter a un coût encore plus fort », poursuit-elle, évoquant en particulier les arrêts d'exploitation. Or la simple végétalisation des toitures, des façades ou des sols apporte déjà une réponse très concrète en terme de rafraîchissement. Encore faut-il l'anticiper avec les accompagnements adéquats. Dans d'autres cas, la perspective de submersion marine pousse l'ADEME à préconiser une meilleure répartition des flux touristiques.

« Dans l'étude, nous avons défini un plan d'actions opérationnel à court terme. Les opérateurs économiques ne réalisent pas forcément l'impact concret que le changement climatique aura sur leur activité au quotidien », observe Eliane Metreau.

En complément, l'ADEME accompagne également les hébergeurs et les restaurateurs pour les aider à mettre en place des actions en faveur de la transition écologique. 37 établissements ont ainsi déjà été accompagnés avec un montant d'aide moyen de 11 000 € via le Fonds Tourisme Durable (lire ci-contre les exemples de la Maison d'hôtes Aubépine et du Domaine du Colombier).

L'heure est aussi à la pédagogie par l'exemple auprès des touristes. L'ADEME soutient Nausicaa (17 millions de visiteurs depuis sa création en 1991), à Boulogne/Mer, autour du changement climatique, pour permettre aux visiteurs de s'engager durablement en faveur de l'environnement.

« L'objectif est de responsabiliser, mais surtout pas de culpabiliser. On veut donner envie aux visiteurs de passer à l'action », souligne Agnès Lavergne, directrice médiation éducation à Nausicaa.

Des challenges seront proposés pour mesurer l'impact positif de changements de comportements alimentaires, de mobilité, de consommation responsable ou encore de gestion des déchets pour le bien-être de la planète. Une forme de déclinaison de la parabole du colibri pompier, en somme ■

> *La vie des start up / Vous êtes une startup et vous avez une grosse actu ?*
 Contactez-nous : redaction@eco121.fr



Cooptalis lève 80 M€ et devient Anywr

Lauréate à répétition de la French tech 120, Cooptalis avait connu un vrai trou d'air pendant la crise sanitaire. Spécialiste de la mobilité internationale, l'entreprise fondée par Olivier Desurmont (photo) et Gilles Lechantre en 2012 avait alors lourdement pâti des confinements dans le monde entier. C'est déjà un lointain souvenir et la RHtech repart aujourd'hui le pied au plancher avec au contraire un marché dopé par les pénuries de talents et un carnet de commandes au sommet. D'autant plus que l'entreprise est particulièrement positionnée sur les secteurs du recrutement dans le numérique et la santé, extrêmement porteurs.

Une trajectoire de croissance ultra rapide qui vient de séduire un nouvel investisseur, Naxicap Partners, entré au capital au côté de l'investisseur historique Eurazeo. L'occasion d'une levée de 80 M€ qui porte à 115 M€ les capitaux levés par le groupe depuis

ses débuts. De quoi accélérer encore à l'international, où Cooptalis a multiplié ces dernières années les opérations de croissance externe, et ses projets digitaux internes.

Cooptalis profite de l'opération pour transformer son nom au profit d'un patronyme à la sonorité très anglo-saxonne, Anywr.

Le groupe, déjà présent dans 16 pays, annonce un chiffre d'affaires attendu à 100 M€ cette année, avec un socle de 4 000 entreprises clientes. Les dirigeants

tablent sur un effectif porté à 1 000 salariés dans les six mois et un chiffre d'affaires qui atteindrait les 400 M€ à horizon 2024. Décoiffant.

"AUJOURD'HUI, COOPTALIS DEVIENT ANYWR AVEC UNE LEVÉE DE FONDS QUI EMMÈNERA LES ÉQUIPES DANS LES ÉTOILES"
 GILLES LECHANTRE,
 SUR LINKEDIN

Déchets : Baudalet prime 5 Nordistes



Cette année, pour la saison 2 de son appel à projets « Valorisons nos déchets », le groupe familial spécialisé dans le traitement des déchets Baudalet Environnement a primé un cru 100 % nordiste. Les jeunes pousses qui bénéficieront de son expertise, en plus du coup de pouce financier allant de 500 à 4 000 euros, sont : Revival, qui occupe la 1ère place pour sa chaîne de recyclage de chaussures invendues et/ou invendables, suivi de Swoop Energy (recyclage des batteries de véhicules électriques), We Tri (appli mobile qui récompense le tri des déchets domestiques), Bako Consignes (consignes d'emballages de ventes à emporter des restaurateurs et commerçants) et enfin Nogashi (farines, cookies, pâte à base de drêche de brasseries) qui remporte le prix Coup de cœur du jury.



« Garage » cédé à la Foncière Magellan

Le Garage, lieu hybride créé par le groupe de communication Becoming piloté par Christophe Levyvfe, est cédé à la Foncière Magellan, du groupe Magellim, lancé en 2018 et qui gère aujourd'hui plus de 3 milliards d'actifs. L'ancienne concession Peugeot du boulevard Carnot à Lille avait été transformée en profondeur pour donner naissance fin 2020 au « Garage », un lieu innovant mariant bureaux, commerces,

innovation, start up et restauration. Déployé sur trois étages, le site totalise plus de 3 500 m². La société Garage est désormais locataire de la Foncière Magellan. Cette dernière confirme ainsi sa présence croissante dans la métropole lilloise, cinq mois après avoir acquis deux immeubles du centre d'affaires du Molinel, à Wasquehal, pour une surface locative de 4 500 m².

6,6 M€

C'est le chiffre d'affaires que vise Cyril Parenna, fin 2022, pour son complexe de loisirs et de restauration en intérieur. Ouvert sur 7 000 m² à Saint-André-lez-Lille, Hall U Need vient de souffler sa première bougie. Le lieu de divertissement a déjà créé une cinquantaine d'emplois et songe d'ores et déjà à se dupliquer hors de nos frontières régionales. « Nous sommes contactés par un certain nombre de foncières. Nous avons déjà visité plusieurs lieux potentiels dans de grandes métropoles françaises pouvant accueillir notre concept, confie le dirigeant fondateur. On sent l'intérêt autour de notre projet. Mais un concept comme celui-là prend du temps à sortir de terre ». Très peu de chance qu'un second Hall U Need ouvre ses portes avant fin 2023 donc.

Le « bien vieillir » en poche

La start up spécialisée dans la recherche médicale Kelindi se mobilise pour le bien vieillir aux côtés des CHU de Lille et d'Amiens-Picardie, de l'Institut des Rencontres de la Forme. Ensemble, ils créent Tempoforme, un programme au sein d'une appli mobile pour répondre à un appel à projets de la Carsat Hauts-de-France. Celle-ci lui a alloué 800 K€ pour développer son appli mobile. Cette dernière propose un dispositif d'auto-évaluation de la (pré)fragilité grâce à des questions simples. Sa cible : les 60 ans et plus. « L'objectif est de les orienter

vers les bons services de soins selon les symptômes et l'état de santé indiqué dans leur auto-évaluation », précise le dirigeant fondateur Florian Le Goff. Tempoforme c'est aussi une plateforme Internet, une formation diplômante à l'Université de Lille et un espace physique à l'Institut

Cœur Poumon à Lille. Kelindi a débuté avec un produit similaire baptisé Malo. Une appli présentée comme le carnet médical des jeunes enfants. Avec ses 16 salariés, Kelindi a réalisé un demi-million d'euros de chiffre d'affaires fin 2021.

Urby Lille acquiert 80% de Stocknord

Mutualisation de force dans le milieu lillois de la logistique de proximité. Urby Lille – filiale du groupe La Poste et Banque des Territoires, implantée chez nous depuis 2020 – prend le contrôle (80%) d'une autre jeune entreprise lilloise,



Stocknord. Cette opération (proche du demi-million d'euros) permet à Urby Lille, spécialisée dans la logistique urbaine du premier et dernier kilomètre, d'étendre son offre de services à la location d'espaces de stockage. Spécialité de Stocknord, fondée en 2016 par Arnaud VanderMESSen, Dg, et Jonathan Fermine, directeur financier. Tous deux restent en poste. Le rapprochement offre à Stocknord l'opportunité de déployer son service locatif sur l'ensemble du réseau immobilier français du groupe La Poste ; en Île-de-France, à Bordeaux, à Rennes ou à Strasbourg. Les fondateurs prévoient le recrutement de 4 salariés dans les 12 prochains mois. De son côté, Urby Lille emploie 10 personnes sur le port de Lille et le marché du MIN de Lomme.

Entreprises & Cités et l'AFM font leur entrée chez Euratech

Nouvelle ère pour Euratech ? Deux acteurs majeurs de l'économie régionale, Entreprises & Cités et l'AFM, montent au tour de table de la SAEM lilloise, à l'occasion d'une recapitalisation de 24 M€. Le campus patronal rentre à travers une structure *ad hoc*, dénommée EC Tech, associant l'IRD, Entreprises & Cités, le Medef Lille Métropole. L'opération mobilise par ailleurs la Région (5M€), la ville de Lille (1M€), la MEL, la Caisse d'Épargne, le Crédit Agricole et le Crédit Mutuel Nord Europe. « Avec 200 sociétés incubées chaque année, Euratechologies offre un potentiel phénoménal », justifie Thierry Dujardin, directeur général de l'IRD, qui y voit un intérêt majeur pour son écosystème de Pme et d'ETI, autour de trois grands axes, la transformation digitale, la transformation environnementale et énergétique, et la cybersécurité. Concrètement, les synergies pourront notamment passer par une participation active dans les comités d'incubation et d'accélération d'Euratech. L'opération permet aussi de donner une

nouvelle dynamique à Euratech, qui avait mal traversé la crise sanitaire et avait été affecté par des problèmes de gouvernance aigus. Elle intervient sur fond d'exercice exceptionnel pour l'IRD en 2021. Le groupe d'investissement régional a dégagé un résultat net de 20,3 M€ (vs 10,2 M€ un an plus tôt). Sur l'année, l'IRD a investi 38 M€ dans les entreprises, dont 17,1 M€ en Hauts-de-France, à travers 29 opérations. Nord Création a réalisé sa plus belle année, avec 17 opérations totalisant 2,5 M€ d'apport en capital. De son côté, Nord Transmission a réalisé 9 opérations, permettant de pérenniser 171 emplois, et élargit désormais son périmètre à l'ensemble de la région voire au-delà. L'activité immobilière est restée solide mais un léger repli, avec 11,8 M€ investis, et 66 opérations en portefeuille, pour un actif de 300 M€. A noter aussi le lancement en 2021 du fonds de transformation FE2T dédié aux ETI (là encore, au côté de l'AFM), qui a levé à date 71 M€ et vise les 80 M€, ainsi que le lancement de Finovam 2, doté de 14 M€.

1,6 M€

Premier tour de table bouclé pour la start up e-santé Axomove. A hauteur d'1,6 M€ qu'elle lève auprès du fonds espagnol Faraday Venture Partners, Santély et du groupe JLO. Leader français en prévention et rééducation à distance, Axomove vise le déploiement à grande échelle de sa solution auprès des centres de rééducation, des assurances-mutuelles et des grandes entreprises. Tout en poursuivant ses recrutements et sa R&D pour le développement de nouvelles fonctionnalités. Sa solution de prise en charge des troubles musculo-squelettiques a déjà séduit le CHRU de Lille, Ipsen, Allianz ou encore France Télévisions. Mais aussi plus de 5 000 praticiens et 25 000 patients utilisateurs. Basé à Lille, et accéléré par Eurasanté, Axomove emploie 20 salariés et compte en recruter 30 de plus d'ici 2025.



“LES SYNERGIES POURRONT NOTAMMENT PASSER PAR UNE PARTICIPATION ACTIVE DANS LES COMITÉS D'INCUBATION ET D'ACCÉLÉRATION D'EURATECH”

> Pôle de compétitivité

Economie circulaire : le pôle Team 2 enfin en orbite haute ?

Retards à l'allumage, surreprésentation d'un major dans la gouvernance, manque de projets, menaces répétées de délabellisation : le seul pôle de compétitivité français dévolu à l'économie circulaire n'a pas eu une enfance très facile. Lancé en 2010, TEAM2 attaque pourtant sa seconde décennie avec ardeur. Il faut dire que les thématiques de l'économie circulaire n'ont jamais été aussi porteuses. Une nouvelle gouvernance vient d'être mise en place après le départ en retraite de Christian Traisnel, dans un binôme entre la directrice Carole Magniez (ingénieure Yncrea et docteur en analyse et structure de la matière, passée par l'IFTH, l'Ensait et Railenium) et son adjoint Moïse Vouters, sous la présidence de Frédéric Heymans, directeur de l'usine de recyclage de zinc Recytech (photo). Le comité scientifique a été complètement revu et doublé (12 membres) au côté d'un comité stratégique renouvelé. Implanté depuis un an à Lens dans de nouveaux locaux au pied de Bollaert, Team2 entend jouer pleinement sa partition en résonance avec la politique Rev3 de la Région. « C'est le seul pôle régional à voir ses financements augmenter en 2022 », se félicite du reste Frédéric Heymans. « On a construit notre feuille de route en lien avec celle de la Région sur l'économie circulaire pour être en cohérence. Un de nos jobs est d'apporter des projets matures à la région avec des consortiums », précise Carole Magniez. Le pôle compte 100 adhérents dont 70% d'entreprises, majoritairement des PME. Rejointes depuis plusieurs mois par quelques très grands noms de l'économie française : Alstom, SNCF, RATP, Air Liquide ou Orano (ex Areva).

Analyse du cycle de vie

L'équipe de 8 personnes se mobilise autour des cinq axes centraux (Domaines d'activité stratégique, en novlangue techno) : les métaux stratégiques et rares, les plastiques et organiques, les minéraux, l'ingénierie du recyclage, les boucles innovantes d'économie circulaire. « On ne peut pas faire tout seul avec une si petite

Lens. Cure de jeunesse et de gouvernance pour le pôle de compétitivité dédié à l'économie circulaire. Un thème au cœur de tous les enjeux, qui redonne au dernier-né de nos pôles de compétitivité régionaux des ambitions vitaminées.



« Booster PME »

TEAM2 est chargée d'animer un nouveau programme de financement de la Région pour développer une démarche d'économie circulaire au sein des PME. Ce dispositif « Booster PME » sera opérationnel au 1er septembre. Il permettra à des Pme, quel que soit leur degré de maturité sur la question, d'accéder à des experts en économie circulaire.

structure, nous sommes en lien avec les autres pôles, mais aussi les fédérations professionnelles, les structures comme le CD2E », égrène la directrice, qui revendique une approche globale de l'économie circulaire et non pas seulement centrée sur l'innovation technologique. « On a à cœur de faire toute la boucle, jusqu'à l'analyse du cycle de vie », poursuit-elle. L'objectif est de cristalliser des solutions de groupe pour des industriels confrontés à une problématique, à l'instar du recyclage des batteries.

Souveraineté industrielle

Mais Team2 a aussi des actions de structurations comme la récente organisation sous forme associative d'un club national des équipementiers du recyclage (Eco121 n°121) ou la création d'un pôle du cuivre associant des producteurs (Nexans,...) et des utilisateurs (Alstom, Schneider, SNCF...) avec des recycleurs et des académiques. Avec en arrière-plan la thématique de la souveraineté industrielle, d'autant plus forte dans une époque de pénurie et de flambée des cours. Signe de ses nouvelles ambitions, Team2 s'affichera à Lille le 29 septembre autour d'une journée sur l'innovation dans l'économie circulaire. Dans le même temps, le pôle va (comme les autres) passer l'été à peaufiner la phase 5 de sa feuille de route, un lourd travail administratif pour garder un label et des crédits d'Etat tombés à la portion congrue, soit 50 K€, soupire la directrice ■ **O.D.**

Oxialive, la communication zéro émission

Installée à Arras, la société Oxialive est spécialisée dans l'affichage numérique outdoor. Leader sur son marché, elle dispose d'un atout majeur : sa démarche de responsabilité sociétale très forte, initiée dès la création de l'entreprise en 2007.

Christophe Pawletta, son directeur, nous en dit plus.

«Oxialive est la première régie nationale à avoir atteint la neutralité carbone en janvier 2022»

Christophe Pawletta

Quel est le métier d'Oxialive ?

Notre entreprise est pionnière en France en matière de communication sur mobiliers urbains numériques et dispose aujourd'hui du plus grand réseau d'écrans dynamique du pays. Ce parc de 205 écrans, implantés dans 26 agglomérations de plus d'un million d'habitants, nous permet de toucher 30 millions de personnes par semaine. Nous accompagnons nos clients dans leurs projets de communication numérique locale, régionale et nationale avec des solutions clés en main. Pour ce faire, nous nous appuyons sur plusieurs pôles d'expertise : vente et implantation d'écrans, suivi commercial, conseil, création de contenus, diffusion de campagnes publicitaires. Au total, Oxialive emploie une trentaine de salariés et réalise un chiffre d'affaires annuel de cinq millions d'euros.

Qu'est-ce qui distingue l'entreprise des acteurs de l'affichage traditionnel ?

Notre modèle de développement est très différent. Nous sommes des acteurs de la révolution économique liée au digital. Alors que dans la filière de l'affichage traditionnel, on vend d'abord une multitude de panneaux répétant le même message, nous vendons d'abord du contenu, grâce notamment à notre studio de création qui propose des solutions comme le motion design, la vidéo et l'animation. Par ailleurs, nous fonctionnons en



mode agile et transversal, avec souplesse et réactivité. Nous sommes capables de générer une campagne en 24 heures, de la faire évoluer en cours de route, d'intégrer d'emblée des changements automatiques dans les messages... Ce qui renforce l'impact de la communication. Un exemple : pour promouvoir une journée Portes Ouvertes organisée par les Compagnons du Devoir du Mans afin d'attirer de nouveaux apprentis, nous avons montré les réalisations des jeunes formés par l'association. Le bilan ? Deux fois plus de participants que d'habitude !

Y a-t-il beaucoup d'associations comme les Compagnons du Devoir parmi vos clients ?

Il y a des associations, mais pas seulement, car notre clientèle se caractérise par son extrême diversité, sans doute liée au fait que notre cœur de métier repose sur la proximité. Cela va du particulier qui veut faire sa demande en mariage – nous en publions une par an ! - au grand groupe comme Auchan qui lance une vaste campagne de promotion, en passant par des artisans ou des comités d'entreprise... Depuis peu, nous voyons même arriver des clients internationaux tels que Netflix. Oxialive étant reconnue pour sa force de frappe, elle est également accréditée par les pouvoirs publics pour diffuser des alertes à la population, comme les alertes enlèvement. Par ailleurs, en 2008, nous avons signé un accord historique avec ATMO pour la diffusion quotidienne, sur l'intégralité de nos écrans, des indicateurs de qualité de l'air.

Votre engagement sociétal a-t-il pesé dans la signature de cet accord ?

Oui, cela a compté. Il faut dire que notre activité est vingt fois moins polluante qu'un affichage traditionnel. D'autant que nous utilisons non pas la technologie TFT – celle des écrans de télévision – mais la LED, très faiblement consommatrice en énergie. En plus, la RSE fait partie intégrante de notre culture d'entreprise depuis toujours. Nous avons pris des engagements forts dans le domaine du développement durable. Notre matériel est fabriqué en Europe via des circuits courts par un fabricant neutre en carbone depuis 2021. Plutôt que de consommer du neuf, nous privilégions la durabilité, les réparations et le recyclage. Nous utilisons uniquement de l'énergie renouvelable et nous agissons pour limiter nos consommations. Grâce à des blocs d'alimentation nouvelle génération, nous avons ainsi réduit nos consommations d'électricité de 18 %. Nos collaborateurs sont associés à cette démarche. Nous leur adressons notamment tous les mois un QCM sur les bonnes pratiques environnementales.

Quelle est l'initiative RSE dont vous êtes le plus fier à ce jour ?

A la suite de la loi Climat & Résilience, nous avons fait réaliser un bilan carbone Scope 3, le plus complet. Et une fois connu le volume de nos émissions de CO₂, nous avons décidé de compenser 18 % de plus que ce que nous émettons, par exemple en investissant dans des projets de valorisation de déchets en Inde. Résultat : notre entreprise est la première régie nationale à avoir atteint la neutralité carbone en janvier 2022. Nous avons maintenant une nouvelle ambition : atteindre les objectifs de réduction de notre empreinte carbone fixés par les accords de Paris bien avant 2030 ! ■

> Innovation

Après le moniteur antidouleur, Mdoloris passe au bracelet connecté

L'entreprise Mdoloris devrait connaître un très gros coup d'accélérateur. Créée en 2010 par Fabien Pagniez, sur la base de deux décennies de travaux du laboratoire Inserm du CHU de Lille, l'entreprise a déjà pris une belle dimension : 36 salariés, un chiffre d'affaires de 3 M€ en 2021, qui devrait monter à 5 M€ cette année, et déjà 24 M€ levés depuis l'origine. Mais le spécialiste de la mesure de la douleur auprès de publics qui ne peuvent pas l'exprimer (soins palliatifs, troubles cognitifs lourds, notamment) espère porter ce volume à 23 M€ d'ici 2026. Mdoloris appuie ces prévisions ambitieuses sur un produit que ses équipes ont mis deux ans à développer, un bracelet connecté qui transmet en continu les données à une application dédiée, qui peut être lue par la famille ou les soignants, avec des systèmes d'alarme programmable. Le dispositif, baptisé ANI Guardian, est décliné de la

technologie de base de l'entreprise, son moniteur de mesure de la douleur à travers la variabilité de la fréquence cardiaque, utilisé pour l'heure seulement en milieu hospitalier. 4.000 moniteurs fonctionnent actuellement dans le monde, pour l'essentiel dans les services d'anesthésie et réanimation. Dans le cadre du bracelet, Mdoloris vise un public bien plus large, par exemple dans les Ehpad ou les établissements de prise en charge de handicaps lourds. Techniquement, les données sont col-



Le spécialiste de la mesure de la douleur va lancer dans les prochains mois un bracelet connecté à une application smartphone, capable d'analyser en temps réel l'état d'un patient.

lectées par des leds placés dans un bracelet textile lavable et réutilisable, qui analysent le rythme cardiaque de façon très simplifiée, et transmettent un indice de confort établi sur une échelle de 1 à 100, permettant d'adapter les soins à l'état précis du patient.

Le marché potentiel paraît considérable puisque si l'on s'en tient aux seules formes de démence, pas moins de 55 millions de personnes sont touchées dans le monde, à commencer par la maladie d'Alzheimer. Mdoloris cible d'ailleurs le marché américain – le premier mondial en matière de santé – où elle a déjà posé un pied, mais elle y mène actuellement un essai clinique multicentre avec trois hôpitaux, qui devrait permettre une vraie offensive commerciale dès 2023 ■ O.D.

> RSE

Don de sang : Macopharma revendique son rôle de maillon essentiel

La grande discrète se dévoile. Lors de sa semaine RSE, Macopharma a entrouvert les portes de son usine tourquennoise. L'occasion de lever le voile sur son activité industrielle, capitale dans la chaîne du don de sang, et sur son événement solidaire et collaboratif avec l'Etablissement Français du Sang (EFS). L'an dernier, alors que les banques de sang multipliaient les appels aux dons, le fabricant nordiste de kits de collecte de sang crée la « Blood Donor Day ». Une journée organisée sur ses trois sites – Tourcoing, Pologne et Tunisie – et durant laquelle il invite l'ensemble de ses partenaires et de ses 2 100 collaborateurs (dont 754 en région) à donner leur sang. Une initiative en résonance évidente avec l'activité de l'entreprise. La collecte du 31 mai dernier aura permis à l'EFS de récolter 388 dons. De quoi permettre de sauver pas moins de 1 164 vies ! « A cause de la pandémie, les

Pour la deuxième année, le groupe a invité tous ses collaborateurs dans le monde à donner leur sang. Une opération qui doit permettre de sauver près de 1 200 vies.

confinements successifs et les divers protocoles sanitaires, l'EFS ne disposait plus que d'une semaine de stock de sang. Ce qui est dérisoire ! On souhaitait apporter notre aide, sensibiliser nos salariés et conforter notre mission au service de la vie, de la société », raconte Gauthier Caron, directeur scientifique de Macopharma.

Recul des dons pendant la Covid

Côté activité, Macopharma entend retrouver rapidement son niveau d'avant-crise. Habituellement, le Nordiste fabrique chaque année environ 21 millions de kits de collecte de sang. Composés de poches et d'accessoires né-

cessaires à la transfusion – tubulures de perfusion, tuyaux, entre autres. Mais en 2021, la production est descendue à 18 millions d'unités pour 163 M€ de ventes. « Un repli lié à la baisse des dons pendant la Covid », indique Gauthier Caron. Cette année, son entreprise espère sortir 19 millions de kits de ses lignes de production.

En 45 ans d'existence, l'entreprise de la famille Mulliez est devenue un acteur majeur dans l'industrie des dispositifs médicaux pour la transfusion sanguine, la perfusion de solutions injectables et la biothérapie. Elle commercialise ses produits dans une centaine de pays. En France, Macopharma produit la moitié des kits utilisés par l'EFS. L'autre moitié provient de son concurrent allemand, le second fabricant européen ■ J.K.



Retrouvez les anciens numéros d'Éco121 !



N°72 N°73 N°74 N°75 N°76 N°77 N°78



N°79 N°80 N°90 N°92 N°93 N°94 N°100



N°103 N°104 N°105 N°106 N°107 N°108 N°109



N°110 N°112 N°113 N°116 N°117 N°118 N°121

Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- | | | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°69 | <input type="checkbox"/> n°78 | <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 |
| <input type="checkbox"/> n°70 | <input type="checkbox"/> n°79 | <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°96 | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 |
| <input type="checkbox"/> n°71 | <input type="checkbox"/> n°80 | <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°97 | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 |
| <input type="checkbox"/> n°72 | <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°98 | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 |
| <input type="checkbox"/> n°73 | <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°99 | <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 |
| <input type="checkbox"/> n°74 | <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 |
| <input type="checkbox"/> n°75 | <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 |
| <input type="checkbox"/> n°76 | <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 | <input type="checkbox"/> n°120 |
| <input type="checkbox"/> n°77 | <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 | <input type="checkbox"/> n°121 |

Au prix de :

1 numéro3€00

2 numéros2€50 l'unité

3 numéros et au-delà2€00 l'unité

+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total : €

Vos coordonnées :

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

TÉL. _____

Règlement

Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE

Par virement : Banque Caisse d'Épargne

LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : **Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lex-Lille**

> Créateurs

Home Habilis veut faciliter la vie des patients dialysés

Julien Gauthier. Sa start up basée à Beauvais, accompagnée par Eurasanté, a développé un dispositif très novateur de suivi à domicile des patients en insuffisance rénale. Elle projette une levée de 2 M€.

L'agilité est le propre de la start-up et ce n'est pas Julien Gauthier, le fondateur d'Home Habilis, qui dira le contraire. Après une carrière passée au sein de grands noms internationaux du médical et avoir vécu un licenciement économique, suite à une fusion-acquisition, ce diplômé en biologie et biomécanique de l'Université de technologique de Compiègne (UTC) décide en mai 2020, de mettre son expérience à profit pour voler de ses propres ailes. Avec une conviction : la capacité d'innovation des géants du médical, en particulier dans le domaine de l'insuffisance rénale, est bridée par les contraintes réglementaires. « *Je ne voulais donc plus travailler dans un grand groupe, mais retrouver cette liberté de création, quitte à repartir de zéro* », explique-t-il. A Beauvais, il décide de donner vie à son idée de départ en intégrant

Home Habilis espère sortir son premier proto début 2023.

l'incubateur Iterra : lancer une appli mobile permettant de mesurer la qualité de vie des patients dialysés. Très vite, le créateur s'aperçoit que son idée, si bonne soit-elle, ne trouvera pas son modèle économique. Il revoit donc sa copie et, sans lâcher son principe de départ, s'oriente vers la mise au point d'un dispositif de télé-suivi à domicile des patients atteints d'insuffisance rénale. En résumé, une balance impédancemètre, très perfectionnée, permettant de calculer la quantité d'eau présente dans le corps du patient. En lui livrant une photographie précise de son état, le système lui indique ainsi s'il peut ou non boire ou consommer des aliments riches en eau. « *L'objectif est que le patient redevienne acteur de sa santé. En disposant de l'information, il peut mieux gérer les facteurs, très contraignants au quotidien, qui conditionnent son évolution* », détaille le dirigeant. Pour les

équipes soignantes de néphrologie, la plateforme offre l'avantage de fournir des données de suivi du patient au quotidien et donc, d'adapter son régime ou son traitement.

Bourse France Tech Emergence

Home Habilis a déposé un premier brevet pour protéger son innovation, qu'elle complètera par la suite par des dessins et modèles, ainsi que des droits d'auteur sur le design et les interfaces par exemple. « *Nous espérons sortir notre premier prototype d'ici le début d'année prochaine* », annonce le chef d'entreprise, désormais incubée par Eurasanté. Pour son développement, Home Habilis a bénéficié d'une bourse French Tech Emergence et d'un prêt pépète Hodéfi, en plus de nombreux soutiens des acteurs locaux de l'innovation, Bpifrance, réseau Entreprendre, cluster NSL, conseil régional... Home Habilis chiffre à 4,5 M€ ses besoins en financement pour les trois prochaines années. « *Nous comptons investir entre 200 et 300 K€ par an en R&D* », précise Julien Gauthier. Pour se financer, la start-up veut lever, l'année prochaine, quelque 2 M€, dont 50.000€ via des business angels, d'ailleurs sollicités récemment à travers la plateforme Invest'Innove. Le solde devrait être apporté via du capital risque et de la dette bancaire. Home Habilis, qui emploie aujourd'hui 5 salariés dont les trois associés fondateurs, espère pouvoir embaucher une trentaine de personnes d'ici 2030 ■ **Guillaume Roussange**

“L'objectif est que le patient redevienne acteur de sa santé”

Julien Gauthier



Keep : le Back Market de la seconde main pour professionnels

Pour Laurent Dunkelmann, la naissance de Keep est un peu un retour aux premières amours. Après avoir créé puis revendu une première entreprise, le Nordiste passe près de 20 ans dans la communication et le marketing comme salarié. Il mène l'entière responsabilité de sa carrière dans l'entreprise lilloise ETO (rachetée par Publicis Groupe en 2013) jusqu'à en prendre la direction en 2009. Dix ans plus tard, à 55 ans, Laurent Dunkelmann quitte son costume de dirigeant pour se lancer dans la quête « *d'un projet porteur de sens* ». Il s'intéresse alors à la tendance du « *mieux consommer* » et de l'occasion. Le marché du particulier étant déjà occupé par des mastodontes, l'entrepreneur se tourne vers celui des entreprises. Un segment encore naissant où tout — ou presque — reste à faire. Début 2021, Laurent Dunkelmann rencontre plusieurs investisseurs et Business Angels français spé-



cialistes de l'occasion. C'est avec l'un d'eux qu'il co-fonde Keep à l'été 2021. Incubée à Blanchemaille dès sa création, la société distribue aux entreprises et au secteur public des équipements digitaux professionnels reconditionnés. Ordinateurs, écrans, tablettes, téléphones... Keep affiche plus d'une centaine de références en catalogue. Celles-ci sont reconditionnées par une quinzaine d'industriels nationaux partenaires de la jeune pousse. « *Ils s'occupent égale-*

Laurent Dunkelmann.

Sa plateforme de revente de matériels numériques d'occasion créée début 2021, vise déjà le demi-million d'euros de ventes fin 2022.

ment de notre logistique. En revanche, nous sommes les seuls intermédiaires de nos clients qui commandent sur notre site ou via nos commerciaux. Nous gérons également le SAV en interne », précise Laurent Dunkelmann, qui a débuté l'activité avec près de 450 K€ de capitaux: des fonds propres, une dette bancaire mais aussi une bourse French Tech et un prêt d'amorçage de Bpifrance.

A la tête de quatre salariés, Laurent Dunkelmann compte en embaucher trois de plus cette année. Il vise les 500 K€ de chiffre d'affaires fin 2022. Et il voit plus loin : « *Il n'y a pas d'acteur référent de la seconde main pour le B to B. C'est la place que l'on convoite!* » ■ **J.K.**

Il veut s'imposer parmi les spécialistes du relooking des cuisines

Nouveaux éléments de façades, poignées design... Parfois, il en faut peu pour passer d'une cuisine des années 2000 à celle des années 2020, sans toucher ni aux caissons ni à l'agencement. C'est l'offre de Ryk, start-up installée sur le site de Blanchemaille d'EuraTechnologies en métropole lilloise depuis décembre 2021. Pour se lancer dans l'aventure, son créateur Matthieu Toursel noue un partenariat avec son ancien employeur: « *Nous embellissons leurs cuisines conçues avant 2018, date à laquelle de nouveaux formats de cuisine ont été commercialisés par l'enseigne de bricolage, mais incompatibles avec les anciennes.* » Les magasins et le site de Leroy Merlin font alors la promotion de Ryk, qui verse en retour des commissions. « *L'intérêt pour le groupe n'est pas tant financier que de proposer à sa clientèle un service complémentaire et de renforcer son écosystème pour devenir un leader de l'habitat.* » Le même concept est proposé pour les cuisines antérieures à 2014

d'Ikea, leader incontesté du marché de la cuisine. Mais pas de partenariat signé pour l'instant. « *Nous ne sommes que trois opérateurs sur le marché de l'ancien. Nous proposons aussi d'améliorer les cuisines neuves haut de gamme, mais le secteur est plus concurrentiel,* » souligne le fondateur. L'entreprise compte déjà 300 projets réalisés, avec un panier moyen de 1 000€, pour des cuisines entre 12 et 15 m². Une offre qui séduit particuliers



Matthieu Toursel. Cet ancien directeur du marché cuisine-rangement de Leroy Merlin s'appuie sur une solution économique et écologique avec sa nouvelle société RYK.

mais aussi décorateurs d'intérieur et plateformes numériques de l'habitat, de par le côté économique mais aussi écologique (moins de déchets et utilisation de matériaux en bois recyclé). L'équipe de 5 personnes est dédiée au e-marketing, ainsi qu'à l'accompagnement des clients : « *nous sommes avant tout une entreprise digitale : pas d'installation, ni de déplacement chez les clients. Par contre, nous les aidons au maximum, par visio ou téléphone.* » Le lauréat du réseau Entreprendre Nord 2022 cherche maintenant un Business Angel pour accompagner la croissance. Demain, Ryk pourrait développer le sur-mesure et attaquer le marché du rangement des autres pièces de la maison ■ **Anne Henry-Castelbou**

Tanguy Dubly
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

Le rachat par une société de ses propres actions et l'auto-détention

A l'occasion de la sortie d'un associé, il est fréquent que les associés restants organisent le financement et le rachat des actions par la société elle-même. Très souvent, ce rachat est suivi de l'annulation des actions, dans le cadre d'une procédure de réduction du capital social.

Dans certains cas, les associés de la société peuvent toutefois souhaiter réutiliser les actions rachetées à d'autres fins, sans les annuler. C'est alors le moment d'explorer «l'auto-détention» ! Pour synthétiser, la société peut racheter une partie de ses propres actions et les auto-détenir temporairement (jusqu'à 5 ans selon les cas), si ce rachat est réalisé en vue de les offrir ou de les attribuer :

à ses salariés dans le cadre de la participation aux résultats de l'entreprise, de mécanismes de «stock-options» ou encore d'attribution gratuite d'actions; aux actionnaires à l'occasion d'une procédure de mise en vente organisée par la société elle-même ; ou en paiement ou en échange



“La procédure n'est en rien insurmontable dès lors que les critères requis sont respectés et l'opération suffisamment anticipée”

d'actifs acquis par la société dans le cadre d'une opération de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport (ce cas étant en pratique moins fréquent que les deux premiers).

Le législateur a indéniablement cerné l'intérêt d'une telle auto-détention. L'idée est séduisante mais peut décourager certains dirigeants face à la rigidité et à la complexité des règles fixées par les articles L.225-206 et suivants du Code de commerce.

Tout d'abord, le nombre d'actions acquises par la société ne peut excéder 5% ou 10 % du capital de la société, selon les cas, ce qui ne peut donc concrètement concerner que des sorties minoritaires (ou ne porter

que sur une partie seulement des actions).

Ensuite, l'opération ne sera permise

qu'aux sociétés en bonne santé financière, le rachat étant conditionné à un certain niveau de capitaux propres et de réserves disponibles (et ne sera donc tout simplement pas permise pour certaines sociétés).

Enfin, le prix de rachat ne pourra pas être librement fixé puisqu'il devra respecter une fourchette de valorisation retenue par un expert indépendant spécialement désigné.

La complexité apparente de la procédure ne favorise malheureusement pas la mise en place de ce type de programme de rachat d'actions, qui peuvent pourtant présenter un véritable intérêt, par exemple pour une société souhaitant organiser elle-même une liquidité entre associés ou dans le cadre de la montée au capital de salariés. Il serait alors dommage de s'en priver, car la procédure nécessite certes une attention particulière, mais n'est en rien insurmontable dès lors que les critères requis sont respectés et que l'opération est suffisamment anticipée ! ■

Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Barème Macron : la fin de la saga judiciaire !

Inspiré par le programme présidentiel précédent, le Barème « Macron » issu d'une des Ordonnances du 22 septembre 2017 encadre le montant des dommages et intérêts alloué par le juge judiciaire en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Prenant le soin de distinguer les entreprises qui emploient moins de 11 salariés et les autres, le montant des dommages et intérêts est apprécié en fonction d'un seul critère tiré de l'ancienneté, le barème prévoyant un plancher et un plafond d'indemnisation exprimé en mois de salaires.

Contesté depuis l'origine, en particulier par les organisations syndicales, le Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel avaient déjà validé le barème au regard du droit interne.

Saisie d'une demande d'avis, la formation plénière de la Cour de Cassation s'était déjà exprimée dans deux avis rendus le 17 juillet 2019 en admettant la



“Par deux arrêts du 11 mai 2022, la Cour de Cassation valide le barème”

conformité du barème. Saisie de deux pourvois à l'encontre de deux arrêts rendus par des cours d'appel dont

l'une était allée au-delà du barème et l'autre avait refusé de le faire, il appartenait à la Chambre sociale de la Cour de Cassation de se positionner sur la conformité du barème à la convention n°158 de l'OIT et à l'article 24 de la Charte Sociale Européenne qui prévoient le nécessaire versement d'une indemnité adéquate ou une réparation considérée comme appropriée.

Par deux arrêts du 11 mai 2022, la Cour de Cassation valide le barème en considérant que (i) le barème est compatible avec la conven-

tion n°158 de l'OIT, (ii) que l'article 24 de la charte sociale européenne n'a pas

d'effet direct en France et qu'il (iii) n'y a pas lieu à un contrôle *in concreto* de l'indemnisation du préjudice du salarié qui serait susceptible de créer une incertitude juridique et de remettre en cause le principe d'égalité.

Si la saga judiciaire est enfin terminée, près de 5 ans après l'entrée en vigueur du barème Macron, l'indemnisation du salarié à l'occasion de la rupture de son contrat de travail continuera de donner lieu à des demandes allant au-delà du barème du fait de la multiplication d'actions en nullité du licenciement dont l'indemnisation échappe au barème ou en raison de demandes dites additionnelles qui parfois dépassent largement la demande principale. L'exemple de la contestation par le salarié de la convention de forfait en jours en est une illustration parmi d'autres.

En synthèse, le contentieux prud'homal devrait conserver toute sa vitalité ! ■

Florence Crombez Dalmar

CONSULTANTE ET COACH QUINTESENS

Quand le singulier s'accorde au pluriel ...

Après les réflexions sur l'écriture inclusive, je ne vais pas vous proposer ici un nouveau style d'écriture ! Il s'agit plutôt ici d'expliquer le lien clé entre la singularité managériale et la performance collective : Il est capital, pour les femmes et les hommes, de cultiver leur singularité pour impacter positivement leur performance et celle de l'entreprise.

Qu'est-ce que la singularité managériale ? Définissons-là ici comme étant l'identité profonde du manager : une alchimie subtile entre ses motivations, ses compétences et ses comportements.

Pour qu'un manager puisse occuper ses missions pleinement, il est indispensable qu'il développe la conscience qu'il a de lui-même. Je parle bien de développer la conscience de lui-même et non pas de se connaître totalement, car une part de mystère demeurera toujours, et c'est tant mieux !



“Assumer sa singularité, c'est construire sa vie comme une œuvre d'art”

Alexandre Jollien, philosophe.

Comment est-ce que j'exprime naturellement mon énergie : dans l'action rapide ou plutôt dans l'observation et l'analyse ? Quelles sont les informations que j'utilise spontanément ? Est-ce que je base mes décisions sur des faits ou plutôt des valeurs ? Comment est-ce que je m'organise ? Répondre à ces questions permet d'identifier ses atouts et points de vigilance par rapport à la fonction occupée et, encore plus important parfois, l'environnement dans lequel on évolue.

Mais cette étape n'est pas toujours facile car elle nécessite de « lâcher-prise » : lâcher celui que l'on voudrait-être pour accepter celui que l'on est. Mais quelle puissance s'en dégage !

Dans une entreprise dans laquelle je suis intervenue, deux managers savent

que leur mission et la culture d'entreprise nécessitent d'exprimer de l'enthousiasme. Un premier manager, Thomas, sait qu'il est naturellement dans l'empathie et a besoin d'être aligné avec ses valeurs. Il est ainsi confiant sur sa capacité à trouver les mots pour faire adhérer ses équipes au projet. Il a compris désormais qu'il doit veiller à bien comprendre le sens des décisions prises par sa hiérarchie pour garder de l'enthousiasme, et le transmettre ! Un second manager, Nathalie, sait qu'elle est dans l'action rapidement et qu'elle dégage une énergie naturelle. Elle découvre néanmoins qu'elle devra prendre des temps d'échanges individuels avec ses collaborateurs pour écouter davantage ceux qui en ont besoin.

Ces deux managers ont bien ici une réponse qui conjugue leur singularité et la performance collective ! ■

L'OCCASION DE FAIRE LE BON CHOIX

Used Trucks by Renault Trucks,
LA marque de confiance de l'occasion

Tracteurs, porteurs ou véhicules utilitaires :

- Des véhicules fiabilisés et garantis,
- 220 points de contrôle réalisés par nos experts,
- Un kilométrage certifié par le constructeur,
- Un plan de maintenance adapté à votre usage,
- De nombreux services associés : contrats d'entretien, extensions de garantie, solutions de financement, reprise de votre ancien véhicule...



USED TRUCKS
BY RENAULT TRUCKS

Contactez Antoine Borrás : 06 03 91 71 16
ou Léopold Coquidé : 06 71 13 11 80

Plus d'informations sur www.ets-coquide.fr



De Pesquet à Matisse

De prime abord, il n'existe aucun lien entre le spationaute Thomas Pesquet et les artistes nordistes Auguste Herbin, Geneviève Claisse et Jean Dewasne. Aucun, jusqu'à ce que le musée Matisse les lie avec Harmonie des sphères. Une exposition à travers laquelle les photographies spatiales de Thomas Pesquet entrent en résonance avec celles, mais aussi les peintures, ou sculptures des trois artistes nordistes. Le projet est également enrichi avec des prêts du Forum antique de Bavay, du MusVerre de Sars-Poteries ou encore du musée de Cambrai.

Jusqu'au 6 novembre au Musée Matisse. Tous les jours de 10h à 18h sauf le mardi
6€/4€

Info au 03 59 73 38 06 ou sur museematisse.fr



ESA NASA - T. Pesquet



L'Hermitage musical

A peine clôturé, le festival valenciennois Embar(o)quement Immédiat laisse place à Musiques au Château de l'Hermitage à Condé-sur-l'Escaut. Ce nouveau rendez-vous se tiendra les 20 et 21 août. Il permettra au château, joyau de l'architecture hennuyère du 18e siècle, d'ouvrir ses portes au grand public pour la toute première fois. Au programme : 6 concerts, toujours au répertoire baroque et classique, au sein de la rotonde du château.

Château de l'Hermitage, route de Bonsecours à Condé-sur-l'Escaut

**Programmation sur www.embarquement.com
Billetterie en ligne, par téléphone 07 81 86 94 68 (lun. au ven. de 14h à 18h par CB) ou sur place (1h avant le concert) selon places disponibles.**

FRACoustique

Le plasticien et compositeur Adrien Degioanni, à l'issue de sa résidence, présente sa dernière œuvre sonore baptisée *Le vent provient des arbres*. L'exposition amplifie et rend audibles les silences et les sons captés de nuit comme de jour dans les bâtiments du FRAC Grand Large à Dunkerque. L'occasion pour l'artiste de proposer des corrélations matérielles et énigmatiques entre son, lieux et corps en mouvement. A écouter et découvrir jusqu'au 4 septembre.

www.fracgrandlarge-hdf.fr

**Du mercredi au vendredi : 14h-18h. Le week-end : 11h-19h
2 ou 4€. Entrée gratuite le dimanche.
03 28 65 84 20**

© Adrien Degioanni - ADAGP Paris 2022

D'entre-deux guerres

Le musée franco-américain du Château de Blérancourt (Aisne) consacre jusqu'à cet automne une expo sur l'art américain de l'entre-deux guerres. Période où l'Amérique, en pleine expansion, voit son élan stoppé net par la crise de 1929. Chômage, pauvreté et épisode de sécheresse sans précédent trouveront écho chez plusieurs artistes. Dont Alexandre Hogue et Arthur Ladow. L'Amérique, entre impressionnisme et réalisme à découvrir jusqu'au 17 octobre.

Tous les jours, sauf le mardi, de 10h à 12h30 et de 14h à 18h
6€/4€
museefrancoamericain.fr
03 23 39 60 16

© RMN-GP (Château de Blérancourt) / Gérard Blot



Demi-siècle orchestré

Cette année, l'Orchestre de Douai fêtera ses 50 ans. Il dévoile à cette occasion L'Orchestre de Douai - Une histoire de passions. Sous la plume du musicologue et compositeur français Damien Top, l'ouvrage retrace cinq décennies d'histoire, symphoniques, d'ancrage en Hauts-de-France et de rayonnement à l'échelle européenne. Ces 50 années se découvrent aussi en réalité augmentée : au fil des pages, des QR-Codes renvoient à divers documents d'archives de l'INA et de l'Orchestre tels des extraits de concerts ou reportages TV.

Après l'achat, en bonus, chaque acheteur reçoit par mail un lien permettant de découvrir trois œuvres de l'Orchestre - Tchaïkovski, Finzi et Warlop - enregistrées au printemps 2021.

25 euros. En librairies, dans les bureaux de l'Orchestre de Douai (100 rue Pierre Dubois) et sur son site (orchestre-douai.fr), lors de ses concerts et dans les locaux de Douaisis Tourisme (Place d'Armes, Douai).

Guide futé

Coups de cœur, restaurants, bons plans, logements... l'édition régionale 2023 du Petit Futé est de sortie pour vous accompagner dès cet été sur les routes de notre territoire. De la Picardie maritime au Pays de Thiérache, en passant par Arras, Lens, la métropole lilloise ou encore le Dunkerquois. Une nouvelle formule agrémentée de contenu vidéo, photo ou playlist additionnel pour un panorama 360° des Hauts-de-France, labellisés « Région européenne de la Gastronomie » pour 2023.

**En vente en librairie ou en ligne.
12,95€ sur www.furet.com ou livre.fnac.com**



Piscine sud-coréenne

Pour la première fois, La Piscine de Roubaix s'associe à la triennale internationale de céramique contemporaine organisée en Belgique. A chaque édition, l'événement met en lumière, depuis maintenant plusieurs années, les artistes céramiques d'un pays invité. Cette année, c'est au tour de la Corée du Sud de se dévoiler à travers les œuvres de 10 de ses meilleurs céramistes contemporains. A découvrir jusqu'au 4 septembre.

Tous les jours sauf le lundi. De 11h à 18h du mardi au jeudi. Jusque 20h le vendredi et de 13h à 18h le week-end.
03 20 69 23 60
roubaix-lapiscine.com



Habits de lumière

Le plus grand spectacle nocturne au nord de Paris revient cet été illuminer l'abbaye de Valloires, dans la Somme. Revisitée avec de nouveaux tableaux et étendue aux jardins, cette nouvelle création se dévoilera dès la tombée de la nuit, du 20 juillet au 28 août. Le spectacle — mis en scène par le scénariste et directeur artistique Bruno Seillier — est réalisé au profit des œuvres sociales et patrimoniales de l'association de Valloires.

1h30 de spectacle. A partir de 21h en juillet et 20h30 en août.

18€ (17 ans et plus) / 13€ (6-17 ans) ou gratuit (moins de 6 ans).

**Réservation fortement recommandée.
Billetterie : www.Valloires.fr**



Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci, L'Arborescence, à Croix.



L'Arborescence Il aurait pu s'appeler «jardin des curiosités»

Cette nouvelle table ambitieuse de la métropole a ouvert ses portes à Croix, sous la baguette du chef Félix Robert.

Nous sommes non loin de la gare de Wasquehal (qui n'a certes pas la notoriété de celle de Perpignan !), au 76 de la rue de la Gare, qui mène à la place de Croix : le site Edgar des 3 Suisses, ex-Cotonnière de Roubaix, conçu avec talent vers 1880, a été remarquablement mis en valeur par l'agence Maes pour l'entreprise de promotion Carré, créant ainsi un nouveau quartier en belles briques toiletées, paysagé, mi-activité, mi-logements, dont la ville peut s'enorgueillir, il faut le dire sans retenue.

C'est dans le petit immeuble d'entrée, que le jeune chef Félix Robert et son épouse Nidta, sommelière, ont eu la bonne idée d'installer, début juin, leur ambitieux restaurant d'une trentaine de couverts, en deux salles dont l'une donne sur la belle cuisine où s'affaire la jeune brigade. Lui a été formé à l'école hôtelière du Touquet, avant de passer six années à la Grenouillère de La Madeleine-sous-Montreuil avec Alexandre Gauthier. Puis il partit un an au Japon, dans un trois étoiles (françaises) à raison de 90 heures/semaine ; à son retour, deux ans chez Trois Gros fils dans la Loire : un parcours prometteur pour une cuisine à la mode.

Le décor est de l'architecte François Muracciole, « assembleur d'objets ». Le mobilier, créé pour le lieu, est confortable.



Ici seules deux formules sont proposées, sans carte : l'une à 5, l'autre à 7 « séquences » (65€ et 80€), présentées sur une bande de papier de trois centimètres. Par exemple, en guise d'amuse-gueule, présentés sur des petits cubes blancs, une raviole de poisson en navet, une mini-tartelette à l'oseille, et un petit quartier de nectarine garni de gelée. La première « séquence », « feuille de printemps » est une feuille exotique frite (*tempura* pour les initiés) contenant une crème d'estragon posée sur des petits pois. Suit un « merveilleux marin » : l'huître chaude décoquillée est couverte d'un appareil à base de plante exotique, garni de chocolat, et accompagnée dans la coquille



L'ARBORESCENCE
76 rue de la Gare
Croix
Ouvert du mercredi midi
au dimanche soir
12h-14h, 19h-21h
Menus, 65€, 80€ le soir
40€ et 60€ le midi
Tél 03 20 00 01 82
www.r-arborescence.com

de crème de ciboulette, couverte d'un feuille frite ; en 3e « séquence », « turbot à la sève », fine tranche sous asperge et rhubarbe en filaments, crème de poisson au vinaigre de sureau et une bouchée de peau frite à prendre à la main ; puis « ravioles d'aulx », ail noir et foie gras ; « fleur de bœuf », pour une bouchée de bœuf maturé et chou-fleur, jus de viande au vinaigre de sureau ; « feu de fraises » sans feu ; etc. Les « séquences » sont accompagnées de grosses tartines de l'excellent Alex Croquet. Tout cela, mis en scène avec beaucoup de précision et d'attention, impressionne visuellement ; il reste à savoir si l'œil de l'hôte et l'imagination du chef, même « *si l'imaginaire est favorisé par l'expression du service* », suffisent à déclencher l'émotion gourmande ; si le choix de l'élégance doit exhiber une recherche passionnée et laborieuse ; si le plaisir peut se passer de la fonctionnalité. Question de goût, d'appétit, d'expérience, de crédulité, d'acuité, de logorrhée, de snobisme, d'aptitude au plaisir ? Allez savoir !

Nous avons accompagné cette expérience d'un léger coteaux d'Aix (35€) fort plaisant, de nez comme en bouche.

L'équipe, sympathique, se sent investie.

Le site Internet, très design aussi, rend bien compte du style.

Didier Nicolas

Le nouvel acteur régional pour la transition sociale et environnementale des PME



RSE Inside By E&C

L'architecte de votre démarche responsable



Très contents de ce qu'a révélé le diagnostic approfondi et de la proposition de Trajectoire RSE posée par Virginie : nous poursuivons notre démarche avec RSE Inside qui nous a proposé un plan d'actions concret, sur-mesure et rythmé, des apports d'experts ajustés, vers une Labellisation Lucie 26000 en 2023 ! ”

Audrey DENIAUD, DAF RENSON

Pour en savoir plus :
RSE INSIDE

Virginie Crédoz, Directrice
40 rue Eugène Jacquet
59700 Marcq-en-Baroeul

03 20 99 45 27
06 73 49 90 66

contact@rse-inside.org
rse-inside

MERCEDES-EQ

NOUVEL EQE 100% ÉLECTRIQUE.

Découvrez-le chez

SAGA



Nouvel EQE 350+ : Autonomies électriques : jusqu'à plus de 600 km (cycle mixte WLTP). Consommations électriques : 15,9-18,7 kWh/100 km (cycle mixte WLTP). Émissions de CO₂ : 0 g/km (cycle mixte WLTP). Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Certains équipements de la gamme sont sujets à des restrictions temporaires d'approvisionnement. Les informations actuelles sont disponibles chez votre distributeur Mercedes-Benz. SAS au capital de 25 000 000 € - RCS Lille Métropole 885 581 561.

A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

SAGA Lille - VILLENEUVE D'ASCQ - 03 20 72 39 39

www.saga-mercedes-benz.com

ARRAS - LENS - BÉTHUNE Réparateur Agréé - DOUAI - CAMBRAI - VALENCIENNES - DUNKERQUE - BOULOGNE/MER - ST-OMER

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer